

**Assemblée générale**

Distr. générale
8 novembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 137 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
en Éthiopie et en Érythrée****Budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie
et en Érythrée pour la période du 1er juillet 2001
au 30 juin 2002****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

On trouvera dans le présent rapport le projet de budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, dont le montant brut s'élève à 208 879 800 dollars (montant net : 204 969 700 dollars). À cela s'ajoutent des contributions volontaires en nature non budgétisées d'un montant de 200 000 dollars.

Sur le montant total du budget, 14 % des ressources concernent les dépenses afférentes au personnel civil, les dépenses opérationnelles représentent 27 %, les dépenses afférentes au personnel militaire 55 %, les contributions du personnel 2 % et les autres programmes 2 % du total.

Les décisions que devra prendre l'Assemblée générale sont énoncées au paragraphe 6 du présent rapport.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général	1–7	4
II. Mandat de la Mission	8–13	6
III. Plan d'opérations et prévisions de dépenses	14–22	8
IV. Contributions au titre de l'accord sur le statut des forces	23–24	9
V. Contributions volontaires et fonds d'affectation spéciale		10
A. Contributions volontaires		10
B. Fonds d'affectation spéciale		10
V. État des remboursements aux gouvernements fournissant des contingents	25–26	11
A. Gouvernements fournissant des contingents	25	11
B. État des remboursements	26	11
VI. Matériel appartenant aux contingents et soutien logistique autonome	27–32	11
A. Méthode de remboursement	27	11
B. Prévisions de dépenses	28–32	11
VII. Effectifs nécessaires	33–43	13
A. Révision des effectifs actuels	33–34	13
B. Composante civile – services organiques	35–39	14
C. Composante civile – administration	40–43	16
D. Effectifs proposés		18
E. Déploiement du personnel civil		19
Annexe		
I. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002		20
A. Tableau récapitulatif		20
B. Répartition des ressources (montant brut) par grande catégorie		22
C. Explications supplémentaires		22
II. Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 : analyse		30
A. Coûts standard et coûts propres à la Mission		30
B. Répartition des ressources par paramètre budgétaire : coûts standard et dépenses propres à la Mission		49
C. Dépenses non renouvelables		50
III. Définitions d'emploi pour la Cellule géographique		56
IV. Informations concernant l'appui fourni par la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée à des entités de l'ONU et d'autres entités dans la zone de la Mission		57

V. Application de recommandations antérieures du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	58
VI. Organigrammes	64

I. Aperçu général

1. La Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) a été créée par la résolution 1312 (2000) du Conseil de sécurité en date du 31 juillet 2000, pour une période initiale de six mois. Son mandat a été prorogé et ajusté par des résolutions ultérieures, la plus récente étant la résolution 1369 (2001) du 14 septembre 2001.

2. Dans la lettre qu'il a adressée, le 22 mars 2001, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), le Contrôleur a informé le Comité que certains événements récents ou à prévoir auraient vraisemblablement des conséquences sur les attributions, les concepts opérationnels, la portée et l'ampleur des activités de certaines missions de maintien de la paix (dont la MINUEE) et sur leurs besoins. Logiquement, ces événements auraient aussi des répercussions sur l'élaboration, la rédaction et la présentation des projets de budget de ces missions pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002. Dans le cas de la MINUEE, les prévisions révisées pour la période du 31 juillet 2000 au 30 juin 2001 ont été évaluées par le Comité consultatif en février 2001 et examinées par la Cinquième Commission lors de la deuxième partie de la reprise de la session de l'Assemblée générale, en mai 2001. Le Secrétariat n'était pas en mesure d'établir simultanément un budget pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 et de le soumettre au Comité consultatif et à la Cinquième Commission pour qu'ils l'examinent en mars 2001 et en mai 2001, respectivement, étant donné que le Secrétaire général avait recommandé dans son rapport au Conseil de sécurité concernant la MINUEE, (S/2001/202) d'ajuster le mandat de la Mission pour qu'il comprenne l'appui à la Commission du tracé des frontières. Par sa résolution 1344 (2001) du 15 mars 2001, le Conseil de sécurité a, entre autres dispositions, décidé de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 15 septembre 2001 – mandat qui a été prorogé ultérieurement jusqu'au 15 mars 2002 par la résolution 1369 (2001) – et d'examiner les recommandations faites par le Secrétaire général aux paragraphes 50 et 53 de son rapport lorsqu'il aurait reçu des renseignements plus détaillés. Selon le moment où les renseignements supplémentaires seraient présentés et où le Conseil de sécurité aurait pris les décisions nécessaires, le projet de budget de la MINUEE pour 2001-2002 devrait éventuellement tenir compte des nouvelles exigences. En conséquence, si le projet de budget pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 avait été présenté plus tôt, les premières prévisions n'auraient pas coïncidé avec la réalité et elles auraient dû être reconsidérées, rechapitrées et présentées à nouveau.

3. Le Contrôleur a donc demandé que le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale d'autoriser, à titre intérimaire, l'engagement et la mise en recouvrement d'un montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 88 933 450 dollars) aux fins du fonctionnement de la MINUEE pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001, en attendant que le projet de budget détaillé de la Mission soit présenté à la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.

4. Sur la recommandation du Comité consultatif [voir A/55/874, par. 10 b)], l'Assemblée générale, dans sa résolution 55/252 B du 14 juin 2001, a autorisé le Secrétaire général à engager, aux fins du fonctionnement de la Mission du 1er juillet au 31 décembre 2001, des dépenses d'un montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 88 933 450 dollars), et décidé de mettre en recouvrement les quotes-parts correspondantes auprès des États Membres. Par la même résolution,

l'Assemblée a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 5 444 104 dollars (montant net : 4 777 737 dollars) destiné au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un crédit d'un montant brut de 568 706 dollars (montant net : 510 695 dollars) destiné à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, et de mettre en recouvrement les quotes-parts correspondantes, ces montants représentant la part des ressources nécessaires au titre du compte d'appui et de la Base pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, qui était à la charge de la Mission.

5. On trouvera dans le présent rapport le projet de budget de la MINUEE pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, dont le montant brut s'élève à 208 879 800 dollars (montant net : 204 969 700 dollars) et auquel viennent s'ajouter des contributions volontaires en nature non budgétisées d'un montant de 200 000 dollars.

6. Le montant total (brut) des dépenses prévues pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 accuse une augmentation de 16 % (soit 28 879 800 dollars) par rapport au montant réparti pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001. Cette augmentation globale est imputable à une augmentation des dépenses afférentes au personnel militaire (79,7 %), au personnel civil (71,6 %) et aux autres programmes (78,6 %) et à une augmentation des contributions du personnel (83,3 %), qui sont compensées par une diminution de 39,9 % des dépenses opérationnelles. On trouvera au tableau 1 l'état récapitulatif des besoins en ressources financières et au tableau 2 celui des besoins en personnel militaire et civil.

Tableau 1

Ressources financières^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Montants répartis ^b 2000/01	Prévisions de dépenses 2001/02	Augmentation/(diminution) proposée par rapport à 2000/01	
			Montant	Pourcentage
Personnel militaire	64 188,5	115 361,8	51 173,3	79,7
Personnel civil	16 689,5	28 646,0	11 956,5	71,6
Dépenses opérationnelles	94 707,1	56 886,4	(37 820,7)	(39,9)
Autres programmes	2 281,8	4 075,5	1 793,7	78,6
Contributions du personnel	2 133,1	3 910,1	1 777,0	83,3
Total des ressources (montant brut)^c	180 000,0	208 879,8	28 879,8	16,0
Contributions volontaires	—	—	—	—
Total	180 000,0	208 879,8	28 879,8	16,0

^a On trouvera des indications sur la répartition des ressources par paramètre budgétaire (coûts standard et dépenses propres à la Mission) dans la section B de l'annexe II.

^b Sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/252 A.

^c Non compris les ressources prévues au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. Aucun crédit n'était demandé pour la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.

Tableau 2
Ressources humaines

<i>Personnel militaire et civil</i>	<i>2000/01</i>	<i>2001/02</i>	<i>Augmentation/ diminution) par rapport à 2000/01</i>
Observateurs militaires	220	220	–
Contingents	3 980	3 980	–
Personnel international	282	257	(25)
Personnel local	322	274	(48)
Volontaires des Nations Unies	15	82	67

7. Les décisions que devra prendre l'Assemblée générale sont les suivantes :

a) Ouvrir, aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période de 12 mois allant du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002, un crédit d'un montant brut de 208 879 800 dollars (montant net : 204 969 700 dollars), comprenant le montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 88 933 450 dollars) précédemment autorisé et mis en recouvrement en vertu de la résolution 55/252 B de l'Assemblée générale, en date du 14 juin 2001, pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001;

b) Mettre en recouvrement un montant brut supplémentaire de 14 439 900 dollars (montant net : 13 551 400 dollars) pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2001;

c) Mettre en recouvrement un montant brut de 43 516 625 dollars (montant net : 42 702 021 dollars), pour la période du 1er janvier au 15 mars 2002;

d) Mettre en recouvrement un montant brut de 60 923 275 dollars (montant net : 59 782 829 dollars) pour la période du 16 mars au 30 juin 2002 à raison d'un montant brut de 17 406 650 dollars (montant net : 17 080 808 dollars) par mois, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission.

II. Mandat de la Mission

Résolutions du Conseil de sécurité : 1320 (2000) du 15 septembre 2000, 1344 (2001) du 15 mars 2001 et 1369 (2001) du 14 septembre 2001

8. On trouvera des informations sur le mandat de la Mission, tel qu'énoncé au paragraphe 2 de la résolution 1320 (2000) du Conseil de sécurité, au paragraphe 6 du rapport du Secrétaire général sur le financement de la MINUEE, daté du 4 décembre 2000 (A/56/666).

9. Au paragraphe 2 de sa résolution 1344 (2001) du 15 mars 2001, le Conseil de sécurité a demandé aux parties de continuer d'oeuvrer à l'application intégrale et rapide de l'Accord de cessation des hostilités et de l'Accord de paix ultérieur qu'elles avaient signés à Alger le 18 juin 2000 (S/2000/601, annexe) et le 12 décembre 2000 (A/56/686-S/2001/1183, annexe), respectivement, y compris

l'achèvement sans retard des opérations qui restaient à effectuer, en particulier le réaménagement des forces indispensable à l'établissement de la zone de sécurité temporaire, et de s'acquitter des obligations ci-après : a) assurer la liberté de circulation et d'accès de la MINUEE; b) instituer un couloir aérien direct entre Addis-Abeba et Asmara pour garantir la sécurité du personnel des Nations Unies; c) conclure avec le Secrétaire général des accords sur le statut des forces; et d) faciliter les activités antimines en coordination avec le Service de l'action antimines des Nations Unies, en particulier en échangeant et en fournissant aux Nations Unies les cartes existantes ainsi que tous autres renseignements pertinents.

10. Au paragraphe 3 de sa résolution 1344 (2001), le Conseil de sécurité a souligné que les accords liaient la fin de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies à l'achèvement de la délimitation et de la démarcation de la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui était un élément essentiel du processus de paix.

11. Au paragraphe 5 de la résolution 1344 (2001), le Conseil de sécurité a souligné l'importance de liens étroits entre la MINUEE et la Commission du tracé des frontières et, prenant note des recommandations figurant aux paragraphes 50 et 53 du rapport du Secrétaire général en date du 7 mars 2001 (S/2001/202), a engagé la MINUEE à offrir le soutien voulu à la Commission.

12. Dans sa résolution 1369 (2001) du 14 septembre 2001, le Conseil de sécurité a décidé de proroger jusqu'au 15 mars 2002 le mandat de la MINUEE avec l'effectif (contingents et observateurs militaires) autorisé par sa résolution 1320 (2000) et appelé les parties à résoudre d'urgence les questions en suspens conformément aux Accords d'Alger et à s'acquitter des obligations ci-après : a) les parties doivent assurer la liberté de mouvement et d'accès du personnel de la MINUEE, y compris ses moyens logistiques, qu'exige l'accomplissement de sa tâche; l'Érythrée doit autoriser sans restrictions la Mission à surveiller le secteur de 15 kilomètres qui s'étend au nord de la zone de sécurité temporaire et l'Éthiopie doit éviter d'imposer des restrictions à la liberté de circulation de la Mission dans le secteur de 15 kilomètres qui s'étend au sud de la zone; b) les parties doivent faciliter l'établissement d'un couloir aérien sûr et pratique entre Addis-Abeba et Asmara, qui n'oblige pas à faire un détour par d'autres pays, en acceptant la proposition faite à ce sujet par le Représentant spécial du Secrétaire général; c) l'Érythrée doit fournir à la Mission les renseignements sur la présence de la milice et la police locales à l'intérieur de la zone de sécurité temporaire, et notamment sur leurs armes, qui lui sont nécessaires pour vérifier que les fonctions et la configuration de la milice et de la police n'excèdent pas ce qu'elles étaient avant l'éclatement du conflit; d) l'Éthiopie doit fournir à la Mission des cartes et renseignements complets concernant tous les champs de mines afin de faciliter les travaux du Centre de coordination de l'action antimines en vue, notamment, de permettre aux personnes déplacées de regagner en toute sécurité leurs foyers à l'intérieur de la zone de sécurité temporaire; e) l'Érythrée doit, sans plus de retard, conclure l'Accord sur le statut des forces avec le Secrétaire général; f) les parties doivent, sans condition et sans plus de retard, et conformément aux dispositions des Conventions de Genève de 1949, libérer et rapatrier les prisonniers de guerre et les civils qu'elles détiennent encore sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge; g) les parties doivent s'acquitter de leurs obligations financières concernant la Commission du tracé des frontières.

13. Le mandat actuel de la MINUEE arrive à expiration le 15 mars 2002 (voir la résolution 1369 (2001) du Conseil de sécurité).

III. Plan d'opérations et prévisions de dépenses

14. Le plan d'opérations et les dépenses afférentes se fondent sur le concept d'opérations exposé aux paragraphes 16 à 44 du rapport sur l'Éthiopie et l'Érythrée que le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité (S/2000/785), ainsi que sur les rapports qu'il a présentés au Conseil par la suite, datés des 18 septembre 2000 (S/2000/879), 12 janvier 2001 (S/2001/45), 7 mars 2001 (S/2001/202), 19 juin 2001 (S/2001/608) et 5 septembre 2001 (S/2001/843).

15. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport au Conseil de sécurité en date du 12 janvier 2001 (S/2001/45), un accord a été signé le 12 décembre 2000 entre le Gouvernement érythréen et le Gouvernement éthiopien prévoyant notamment la constitution d'une commission neutre de tracé des frontières dont le mandat consisterait à tracer et à borner la frontière établie sur la base des traités coloniaux pertinents et du droit international applicable en la matière, ainsi que la création d'une commission neutre chargée de statuer sur toutes les demandes d'indemnisation pour pertes de biens, dommages ou préjudices corporels présentées par l'une ou l'autre des parties. Après la signature de l'accord susmentionné, des fonds d'affectation spéciale ont été établis pour faciliter le financement des deux commissions indépendantes.

16. Dans sa résolution 1369 (2001), le Conseil de sécurité, notamment, a prorogé le mandat de la MINUEE jusqu'au 15 mars 2002 et a exprimé l'intention de continuer à suivre de près les progrès accomplis par les parties dans l'application des dispositions des accords d'Alger et des termes de ladite résolution, et d'envisager l'envoi d'une mission dans les deux pays avant de convenir d'une nouvelle prorogation du mandat de la Mission, afin de suivre ces progrès et d'examiner d'autres mesures possibles en vue de la réconciliation.

17. Comme demandé dans les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité datés du 19 juin 2001 (S/2001/608) et du 5 septembre 2001 (S/2001/843), la MINUEE a inclus, dans son projet de budget pour 2001-2002, les ressources nécessaires pour continuer de donner au Centre de coordination de l'action antimines le personnel et le matériel requis pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son rôle de coordination, de conseil technique et de gestion de l'information concernant l'action antimines dans la zone de sécurité temporaire. Dans le budget de la MINUEE pour 2001-2002, il est proposé d'externaliser 20 postes, dont huit postes d'agent local qui étaient précédemment considérés comme des postes civils dans le tableau d'effectifs autorisé de la MINUEE, et de les inscrire à la rubrique Personnel contractuel.

18. Comme l'a indiqué le Secrétaire général (S/2001/202, S/2001/608 et S/2001/843), et conformément aux recommandations du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809), un montant de 700 000 dollars a été inscrit au budget de 2000-2001 de la MINUEE au titre des projets à impact rapide. Toutefois, l'établissement de la zone de sécurité temporaire ayant été retardé jusqu'en avril 2001, cinq projets seulement ont pu être exécutés pendant la période considérée, pour un coût de 32 203 dollars. En conséquence, un montant de 585 900 dollars a été demandé au titre des projets à impact rapide pour

le financement des projets différés de la période 2000-2001 qui ont été reprogrammés.

19. En réponse à la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/55/688/Add.1), la MINUEE a réexaminé les opérations du Bureau des affaires politiques à la lumière de l'expérience acquise. D'après la structure nouvellement proposée, la MINUEE aura un bureau des affaires politiques à Asmara, doté d'un personnel international composé de sept fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de deux agents des services généraux, et un bureau à Addis-Abeba doté d'un effectif de quatre fonctionnaires recrutés sur le plan international, ainsi qu'un réseau de cinq centres régionaux à Assab, Barentu, Senafe, Adigrat et Mekele. Dans ce nouvel organigramme, le Bureau des affaires politiques relève de la responsabilité opérationnelle directe du Représentant spécial du Secrétaire général et est dirigé par un conseiller politique principal, qui est aussi le conseiller politique du Représentant spécial.

20. La MINUEE a aussi proposé, dans le budget de 2001-2002, de créer une cellule géographique au sein de la Section de la gestion des bâtiments et des services techniques, composée de trois fonctionnaires internationaux et trois Volontaires des Nations Unies, chargée de mener des études sur le terrain et de rassembler, d'évaluer et de diffuser des informations géographiques à la MINUEE, aux bureaux régionaux des organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et aux pays hôtes.

21. En réponse à la recommandation du Comité consultatif tendant à accroître la participation des Volontaires des Nations Unies (A/55/688/Add.1), la MINUEE a pris des mesures pour convertir des postes, tant internationaux que locaux, en postes de Volontaire des Nations Unies. Dans la composante administrative, la MINUEE propose de convertir 40 postes d'agent local en 24 postes de Volontaire, et 17 postes d'administrateur recruté sur le plan international en 17 postes de Volontaire.

22. Cela étant, le projet de budget de 2001-2002 de la MINUEE est établi sur la base des prévisions de dépenses de la Mission au titre de l'entretien, à savoir : a) le déploiement de la composante militaire, au niveau d'effectifs autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1320 (2000), soit un maximum de 4 200 hommes, dont un maximum de 220 observateurs militaires; b) des services fonctionnels dotés d'un effectif de 71 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 24 agents locaux et 10 Volontaires des Nations Unies; et c) une composante administrative dirigée par le chef de l'administration et dotée d'un effectif de 186 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 250 agents locaux et 72 Volontaires des Nations Unies.

IV. Contributions au titre de l'accord sur le statut des forces

23. L'accord sur le statut des forces entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement éthiopien a été conclu le 23 mars 2001. Aux termes de cet accord, le Gouvernement met les installations suivantes à la disposition de l'ONU :

Gouvernement	Contribution	Valeur (en dollars É.-U.)
		1er juillet 2001-30 juin 2002
Éthiopie	Locaux pour l'hébergement du personnel militaire, locaux de bureaux, camps de transit ou autres locaux pour la conduite des activités opérationnelles et administratives de la MINUEE	^a
	Approvisionnement en eau, en électricité et autres services fournis à titre gratuit.	^a

^a La valeur de cette contribution n'a pas été quantifiée.

24. En attendant la conclusion et la signature de l'accord sur le statut des forces avec le Gouvernement érythréen concernant la MINUEE, l'accord type sur le statut des forces du 9 octobre 1990 (A/45/594, annexe) s'applique provisoirement.

V. Contributions volontaires et fonds d'affectation spéciale

A. Contributions volontaires

		Valeur (en dollars É.-U.)
Gouvernement/organisation	Contribution	1er juillet 2001- 30 juin 2002
Contributions en nature		
Pays-Bas	Pont Bailey	200 000

B. Fonds d'affectation spéciale^a

		(En dollars É.-U.)
Fonds d'affectation spéciale pour la délimitation et la démarcation de la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée		
Solde d'ouverture au 30 juin 2000.		952 767
1er juillet 2000 au 30 juin 2000		
Recettes		3 075 900
Dépenses		(121 560)
Solde de clôture au 30 juin 2001.		3 907 107

^a Le Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au processus de paix en Éthiopie et en Érythrée a été créé le 23 juillet 2001.

VI. État des remboursements aux gouvernements fournissant des contingents

A. Gouvernements fournissant des contingents

25. Les gouvernements suivants ont fourni des contingents militaires constitués à la MINUEE : Bangladesh, Canada, Danemark, France, Inde, Italie, Jordanie, Kenya, Pays-Bas et Slovaquie. Les gouvernements suivants ont fourni des officiers d'état-major pour le quartier général de la force : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Autriche, Bénin, Bulgarie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Gambie, Ghana, Irlande, Malaisie, Namibie, Nigéria, Norvège, Pologne, République-Unie de Tanzanie, Suède, Tunisie et Zambie.

B. État des remboursements

26. Les dépenses engagées jusqu'au 31 mars 2001 par les États qui fournissent des contingents leur ont été remboursées intégralement, sur la base des taux standard établis par l'Assemblée générale. On estime à 24 753 746 dollars le montant dû à ce titre pour la période du 1er avril au 30 septembre 2001. Les taux standard de remboursement aux pays qui fournissent des contingents pour les dépenses militaires encourues pendant l'exercice financier 2001-2002 ont été calculés compte tenu des taux modifiés approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/274 du 14 juin 2001, qui représentent deux augmentations consécutives de 2 % applicables à compter du 1er juillet 2001 et du 1er janvier 2002, respectivement.

VII. Matériel appartenant aux contingents et soutien logistique autonome

A. Méthode de remboursement

27. Les montants à rembourser aux gouvernements qui fournissent des contingents ont été calculés sur la base des taux de remboursement standard établis en ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents (contrats de location avec services) et le soutien logistique autonome tels que l'Assemblée générale les a approuvés dans sa résolution 55/274 du 14 juin 2001, en se fondant sur la recommandation du Groupe de travail du suivi de la phase V sur les réformes de la procédure de détermination des remboursements au titre du matériel appartenant aux contingents.

B. Prévisions de dépenses

28. Les prévisions de dépenses en ce qui concerne les sommes à rembourser aux pays fournissant des contingents au titre du matériel leur appartenant et des dépenses de soutien autonome pour 3 110 fantassins et 870 membres du personnel des unités logistiques et spécialisées ont été calculées sur la base des taux de remboursement standard en ce qui concerne le matériel appartenant aux contingents (contrats avec location de services) et le soutien logistique autonome.

1. Matériel majeur

29. Les dépenses au titre du remboursement du matériel majeur pour l'exercice financier 2001/02 sont estimées à 17 757 500 dollars, non compris le matériel spécial (voir ci-dessous).

2. Matériel spécial

30. Les dépenses au titre du matériel spécial (matériel de déminage et matériel lourd du génie) afférent à trois pays fournissant des contingents sont estimées à 2 943 600 dollars.

3. Soutien logistique autonome

31. Les dépenses au titre du soutien logistique autonome sont estimées à 16 832 600 dollars et se répartissent comme suit :

<i>Catégorie</i>	<i>Montant (en dollars É.-U.)</i>
Restauration	1 220 500
Transmissions	3 881 600
Matériel de bureau	702 200
Matériel électrique	1 291 000
Travaux secondaires d'aménagement	739 300
Enlèvement des explosifs et munitions	332 100
Blanchissage et nettoyage	1 022 100
Matériel de campement	953 700
Hébergement	751 200
Services médicaux	2 348 900
Observation	1 467 900
Identification	6 400
Protection nucléaire, biologique et chimique	—
Défense des périmètres	99 700
Fournitures diverses (magasins)	2 016 000
Matériel hors normes	—
Total	16 832 600

4. Facteurs applicables à la Mission

32. Les facteurs servant à déterminer les montants à verser pour indemniser les pays qui fournissent des unités appelées à intervenir dans la zone de la Mission dans des conditions opérationnelles extrêmes sont applicables aux taux mensuels de remboursement indiqués dans le tableau ci-après :

<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>
Facteur contraintes du milieu	0,7
Facteur usage opérationnel intensif	3,0
Facteur actes d'hostilité ou abandon forcé	1,9
Facteur différentiel de transport	1,0

VIII. Effectifs nécessaires

A. Révision des effectifs actuels

	<i>Nombre de postes</i>		
	<i>Effectifs actuels</i>	<i>Effectifs proposés Besoins</i>	<i>Différence nette</i>
Personnel international			
Secrétaire général adjoint	1	1	–
Sous-Secrétaire général	2	2	–
D-2	1	1	–
D-1	4	4	–
P-5	8	7	(1)
P-4	32	30	(2)
P-3	61	54	(7)
P-2/P-1	10	10	–
Total partiel	119	109	(10)
Agents des services généraux (1re classe)	–	–	–
Agents des services généraux (autres classes)	42	37	(5)
Total partiel	42	37	(5)
Service mobile	121	111	(10)
Service de sécurité	–	–	–
Total partiel	121	111	(10)
Total, personnel international	282	257	(25)
Personnel local	322	274	(48)
Administrateurs recrutés sur le plan local	–	–	–
Volontaires des Nations Unies	15	82	67
Total partiel	337	356	19
Total	619	613	(6)

33. Le tableau d'effectifs proposé ci-dessus fait apparaître une réduction nette des effectifs de la Mission et tient compte de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/55/688/Add.1) sur l'examen des

activités des divers bureaux politiques mentionnés dans le rapport du Secrétaire général (A/55/666), ainsi que de la structure révisée des estimations de coût. Il tient compte également des recommandations contenues dans le rapport du Comité consultatif (A/55/688/Add.1) concernant le recours accru aux Volontaires des Nations Unies, et de la résolution 55/120 du 6 décembre 2000, par laquelle l'Assemblée générale a encouragé l'Organisation des Nations Unies, y compris les opérations de maintien de la paix, à faire appel chaque fois qu'il y aura lieu au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) afin d'assurer l'unité et la continuité voulues dans la réalisation des programmes d'action antiminines intégrés.

34. Ainsi qu'il ressort du tableau ci-dessus, l'effectif total de la Mission serait de 613 personnes, à raison de 257 fonctionnaires recrutés sur le plan international (109 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 37 agents des services généraux et 111 agents du Service mobile), 82 Volontaires des Nations Unies et 274 agents recrutés sur le plan local, soit une réduction nette de six personnes par rapport à l'exercice 2000-2001 : suppression de 25 postes de fonctionnaires recrutés sur le plan international (10 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 5 agents des services généraux et 10 agents du Service mobile) et de 48 postes d'agent local, en partie compensée par le recrutement de 67 nouveaux Volontaires des Nations Unies. La répartition proposée des postes civils, par catégorie et bureau, est indiquée à la section D ci-après, le calendrier de déploiement du personnel civil étant indiqué à la section F. Les changements proposés sont résumés ci-après.

B. Composante civile – services organiques

Réorganisation interne

35. Le tableau d'effectifs proposé intègre la fusion du Bureau des affaires politiques et du Bureau du Conseiller aux affaires politiques en une seule et même entité : le Bureau des affaires politiques, dirigé par le Conseiller aux affaires politiques (D-1). Le Bureau des affaires politiques régionales proposé initialement, avec ses deux bureaux d'Asmara et d'Addis-Abeba, serait remplacé par cinq centres du Service mobile – à Assab, Barentu et Senafe en Érythrée, et à Adrigat et Mekele en Éthiopie – sous la tutelle du Bureau des affaires politiques et couvrant trois secteurs d'opérations (ouest, est et centre) afin d'assurer une coopération maximum avec les observateurs militaires déployés dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes.

36. Le tableau d'effectifs proposé et la nouvelle configuration des services organiques de la Mission intègrent par ailleurs la suppression du secrétariat de la Commission militaire de coordination à Addis-Abeba ainsi que du Centre de coordination de l'action antiminines, en perspective de la désignation de l'UNOPS comme principal prestataire de services dans le cadre des programmes d'action antiminines intégrés sur le terrain.

37. La réorganisation de la composante organique se solde par une réduction d'effectifs nette de 20 postes (30 suppressions, partiellement compensées par 10 créations de fonctions ou de postes) :

a) Réductions d'effectifs proposées. Il est proposé de supprimer au total 30 postes dans les services organiques, à savoir :

i) Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général : un D-1 au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (réaffecté au bureau d'un adjoint du Représentant spécial du Secrétaire général), trois P-3 (avec deux réaffectations auprès des Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général), un P-5, trois P-4, sept P-3, un poste d'agent des services généraux (autres classes) et huit postes d'agent local au Centre de coordination de l'action antimines;

ii) Bureaux des Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général : neuf postes d'agent local – trois au Bureau du Représentant spécial adjoint à Asmara, quatre au Bureau des affaires politiques régionales, deux au secrétariat de la Commission militaire de coordination – en raison du caractère sensible des informations traitées par ces bureaux;

iii) Bureau du commandant de la force : deux postes d'agent local, en raison du caractère sensible des informations traitées par ce bureau;

b) Augmentations d'effectifs proposées. Il est proposé de créer au total 15 postes dans la composante organique, à savoir : un D-1 au Bureau d'un Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (par redéploiement du poste D-1 du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, voir par. 37 a) i), deux P-4 dans les centres du Service mobile (un au centre d'Adigrat et un au centre de Mekele), deux P-3 dans les centres du Service mobile de Barentu et Senafe [transférés du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (voir par. 37 a)] et affectation de 10 Volontaires des Nations Unies supplémentaires aux Bureaux de l'information et des droits de l'homme. Le rôle de ces bureaux est expliqué plus en détail aux paragraphes 38 et 39 ci-après;

c) Nouvelles attributions.

38. Depuis l'instauration de la zone de sécurité temporaire, il est demandé au Bureau de l'information de rendre compte de l'actualité et de la vie dans cette zone. Étant donné que, en Érythrée comme en Éthiopie, les populations locales ignorent tout du rôle de la Mission, le Bureau de l'information doit produire davantage d'émissions de radio, publier régulièrement des bulletins, mettre à la disposition des habitants une documentation complète, et notamment des cassettes sur les dangers des mines, des prospectus, des autocollants et des vidéos. La Mission doit intensifier son action dans ce domaine. Les mesures de renforcement de la confiance préconisées dans la résolution 1312 (2000) du 31 juillet 2000 par laquelle le Conseil de sécurité a créé la MINUEE pourraient souvent prendre la forme de campagnes d'information – ce qui implique beaucoup de travail et de solides ressources humaines et matérielles. Il est proposé que les idées et les connaissances spécialisées des Volontaires des Nations Unies soient mises à profit pour appuyer cet effort. Pour donner suite à la recommandation du CCQAB, qui préconise dans son rapport daté du 6 avril 2001 (A/55/874) que les Volontaires des Nations Unies soient plus présents dans des composantes organiques telles que les services d'information, il est proposé d'affecter quatre Volontaires des Nations Unies au Bureau de l'information : un adjoint à l'administration (Asmara), un adjoint à l'information (Addis-Abeba), un assistant médias (Asmara) et un assistant radio (Addis-Abeba). L'adjoint à l'administration secondera le chef et porte-parole du Bureau de l'information pour tout ce qui concerne les questions de gestion, d'administration et de finances, s'occupera au quotidien des liaisons et de la coordination entre les bureaux de l'information d'Asmara et d'Addis-Abeba, traitera avec les services de

la Mission concernés pour l'organisation des voyages et déplacements et pour tous autres besoins opérationnels. L'adjoint à l'information dépouillera la presse et en analysera le contenu, servira de relais auprès de la presse et accompagnera les équipes de journalistes en visite lorsqu'il y aura lieu. L'assistant médias sera chargé de tout ce qui concerne la production, la gestion et la diffusion de documents audiovisuels, transcrira les interviews et assurera la diffusion des documents à l'extérieur. L'assistant radio participera au travail de réflexion sur le contenu et le format des bulletins de nouvelles et des émissions radiophoniques et apportera son concours pour traduire les émissions dans les langues locales et pour les diffuser.

39. Le Bureau des droits de l'homme a essentiellement pour rôle de conseiller le Représentant spécial sur la protection et la promotion des droits de l'homme et d'aider les Gouvernements éthiopien et érythréen à appliquer leur accord de cessation des hostilités. Dans son rapport daté du 6 avril 2001 (A/55/874), le Comité consultatif a préconisé une utilisation plus large des Volontaires des Nations Unies au service des droits de l'homme. Il est par conséquent proposé d'affecter au Bureau des droits de l'homme six Volontaires des Nations Unies spécialistes de cette question. Ils seront chargés de réunir des informations sur la situation des droits de l'homme, sous la supervision du Chef du Bureau et dans le cadre d'une collaboration étroite avec les autres organismes des Nations Unies et des associations locales de défense des droits de l'homme. Ils informeront régulièrement le Chef du Bureau de l'évolution de la situation des droits de l'homme et suivront les dossiers avec les autorités compétentes. Ils prendront contact avec les autorités locales et les organisations internationales présentes sur place, et favoriseront la protection des droits de l'homme dans le champ d'intervention désigné, afin d'instaurer un climat d'entente réciproque entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

C. Composante civile – administration

40. La composante civile proposée intègre la création de bureaux extérieurs pour les secteurs Ouest, Est et Centre, de deux bases de soutien logistique (à Dekemhare et à Assab), et d'une cellule géographique à la Section des bâtiments et des services techniques.

Réorganisation interne

41. Il est proposé de renforcer le Bureau du Chef de l'administration par transfert du poste de fonctionnaire d'administration (hors classe), qui serait retiré du Bureau des services administratifs. Pour des raisons opérationnelles, il est également proposé de dissocier l'élément contrôle des mouvements de la Section commune de contrôle des opérations logistiques et de créer une section de contrôle des mouvements distincte en puisant dans le personnel de la section commune. Pour des raisons de commodité, la Section des services médicaux, qui faisait anciennement partie du Bureau du Chef de l'administration, serait intégrée au Bureau des services administratifs.

42. La composante administrative proposée tient compte également de la création d'une cellule géographique à la Section des bâtiments et des services techniques, avec un effectif composé de trois cadres recrutés sur le plan international et de trois Volontaires des Nations Unies, auxquels viendraient s'ajouter des interprètes recrutés localement. La cellule géographique de la Mission ferait partie du projet

pilote de mise en service du système d'information géographique (SIG) dans le cadre du maintien de la paix, qui vise à améliorer la réactivité et la capacité opérationnelles des opérations. Elle permettrait de mieux répondre aux besoins de la Mission, des bureaux extérieurs des organismes des Nations Unies, de la Section SIG du Département des opérations de maintien de la paix et des pays hôtes en matière d'analyse géographique. Elle aurait pour tâche de recueillir, évaluer et diffuser les données à caractère géographique et d'analyser dans une optique prévisionnelle les implications du climat et de la configuration du terrain pour les opérations. De plus, elle assurerait la formation et l'initiation des usagers du SIG, notamment à l'intérieur de la Mission. On trouvera à l'annexe II du présent rapport la description des postes à créer dans la Section du SIG.

43. La réorganisation de la composante administrative se traduit par une augmentation nette de l'effectif, avec 14 postes supplémentaires (soit 44 suppressions et 58 créations de postes) :

a) Réductions d'effectifs : il est proposé de supprimer 44 postes administratifs, soit un P-4 (Section des services médicaux), quatre postes d'agent des services généraux (autres classes) (un à la Base de soutien logistique de Barentu, un à la Base de soutien logistique d'Assab, un à la Section des services médicaux, un à la Section des approvisionnements), 10 postes d'agent du Service mobile, et 29 postes d'agent local;

b) Augmentations d'effectifs : il est proposé de créer au total 58 postes administratifs, soit un poste P-3 à la cellule géographique et 57 postes de Volontaire des Nations Unies, dans les entités suivantes : Bureau de liaison administrative (Addis-Abeba) (2), Section des services généraux (2), secteur Ouest (9), secteur Centre (4), Base de soutien logistique de Dekemhare (1), secteur Est (4), Base de soutien logistique d'Assab (3), Section géographique (3), Section des services électroniques (10), Section des bâtiments et des services techniques (5), Section des transports (8) et Section des services médicaux (6).

D. Effectifs proposés

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et catégories apparentées				Volontaires des Nations Unies			
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	Service mobile	1re classe	Autres classes	Services de sécurité	Total	Personnel local	Administrateurs recrutés sur le plan local	Total
Services organiques																	
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général																	
Effectifs actuels	1	-	-	2	2	6	13	-	24	-	-	5	-	5	15	-	44
Effectifs proposés	1	-	-	1	1	3	3	-	9	-	-	4	-	4	7	-	20
Bureau du Représentant spécial-adjoint																	
Effectifs actuels	-	2	-	-	4	8	17	1	32	6	-	10	-	16	24	-	72
Effectifs proposés	-	2	-	1	4	10	19	1	37	6	-	10	-	16	15	-	78
Bureau du commandant de la force																	
Effectifs actuels	-	-	1	1	-	-	-	-	2	1	-	2	-	3	4	-	9
Effectifs proposés	-	-	1	1	-	-	-	-	2	1	-	2	-	3	2	-	7
Total partiel, services organiques																	
Effectifs actuels	1	2	1	3	6	14	30	1	58	7	-	17	-	24	43	-	125
Effectifs proposés	1	2	1	3	5	13	22	1	48	7	-	16	-	23	24	-	105
Division de l'administration																	
Effectifs actuels	-	-	-	1	2	18	31	9	61	114	-	25	-	139	279	-	494
Effectifs proposés	-	-	-	1	2	17	32	9	61	104	-	21	-	125	250	-	508
Total partiel																	
Effectifs actuels	1	2	1	4	8	32	61	10	119	121	-	42	-	163	322	-	619
Effectifs proposés	1	2	1	4	7	30	54	10	109	111	-	37	-	148	274	-	613

E. Déploiement du personnel civil

On trouvera ci-après le calendrier du déploiement du personnel civil :

Catégorie de personnel	2001				2002		
	Effectifs autorisés	Effectifs actuels				Effectifs prévus	
		Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre et décembre	Janvier à juin
Personnel international							
Secrétaire général adjoint	1	1	1	1	1	1	1
Sous-Secrétaire général	2	2	2	2	2	2	2
D-2	1	1	1	1	1	1	1
D-1	4	4	4	4	4	4	4
P-5	8	5	6	6	6	7	7
P-4	32	28	29	27	26	30	30
P-3	61	45	48	47	46	54	54
P-2/1	10	8	8	6	6	10	10
Total partiel	119	94	99	94	92	109	109
Agents des services généraux (1re classe)	—	—	—	—	—	—	—
Agents des services généraux (autres classes)	42	39	39	38	39	37	37
Total partiel	42	39	39	38	39	37	37
Service mobile	121	88	90	88	89	111	111
Service de sécurité	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	121	88	90	88	89	111	111
Total, personnel international	282	221	228	220	220	257	257
Personnel local	322	247	238	247	247	274	274
Administrateurs recrutés sur le plan local	—	—	—	—	—	—	—
Volontaires des Nations Unies	15	10	14	14	14	82	82
Total partiel	337	257	252	261	261	356	356
Total	619	478	480	481	481	613	613

Annexe I

Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002

A. Tableau récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

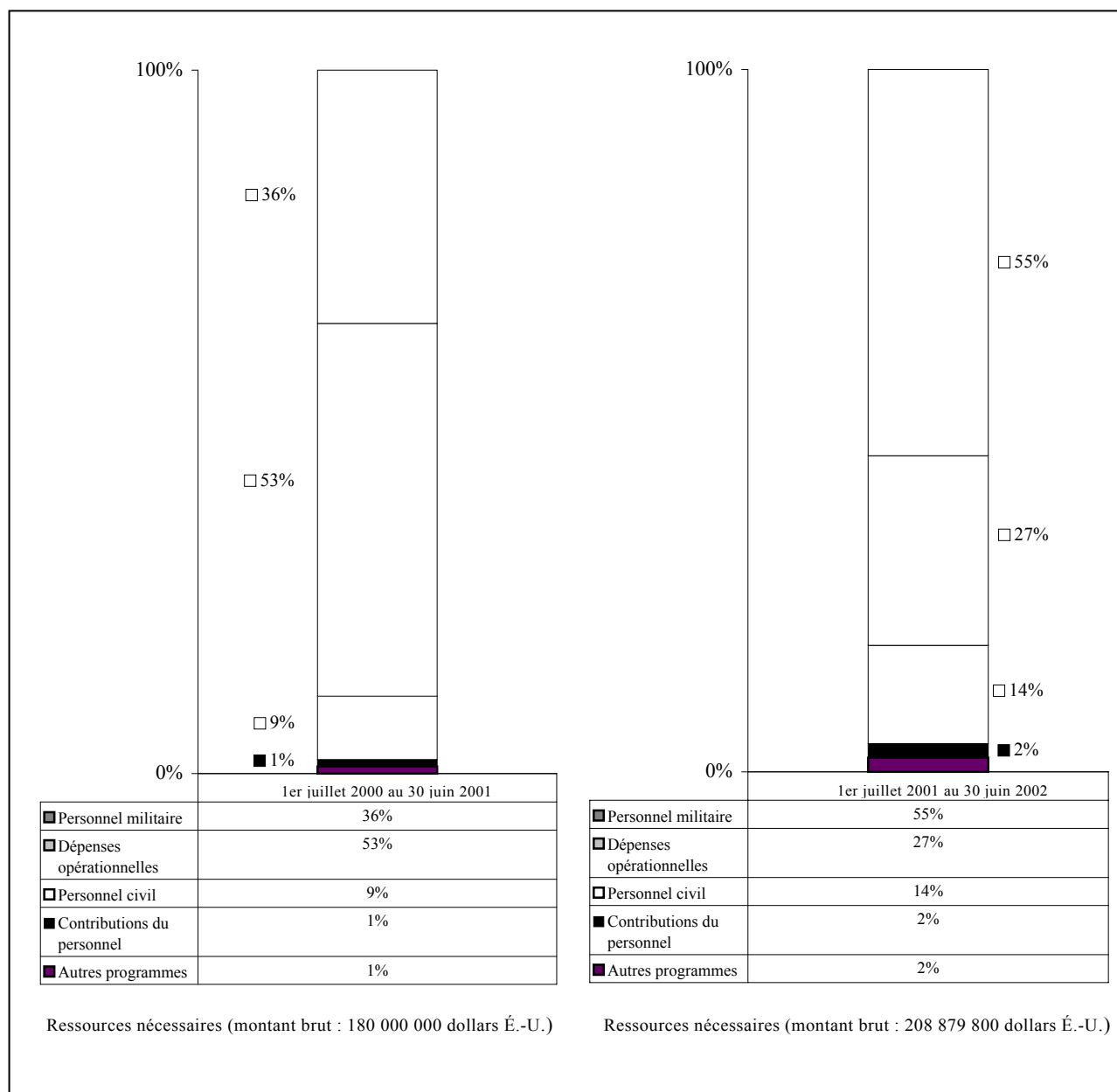
Catégorie de dépenses	(2) Du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001	(3) Du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002	(4)
	Montants répartis ^a	Dépenses totales ^b	Dépenses non renouvelables
I. Personnel militaire			
1. Observateurs militaires	6 167,7	8 272,0	—
2. Contingents	41 128,4	67 876,1	—
3. Autres dépenses afférentes au personnel militaire			
a) Matériel appartenant aux contingents	9 437,5	20 701,1	—
b) Soutien autonome	6 254,1	16 832,6	—
c) Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 200,8	1 680,0	—
Total partiel, rubrique 3	16 892,4	39 213,7	—
Total, catégorie I	64 188,5	115 361,8	—
II. Personnel civil			
1. Police civile	—	—	—
2. Personnel international et personnel local	16 460,0	26 400,9	—
3. Volontaires des Nations Unies	229,5	2 245,1	—
4. Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—
5. Observateurs électoraux civils	—	—	—
Total, catégorie II	16 689,5	28 646,0	—
III. Dépenses opérationnelles			
1. Locaux/hébergement	10 955,5	8 203,5	4 534,3
2. Remise en état des infrastructures	220,0	225,0	—
3. Transports	14 046,9	5 090,0	—
4. Opérations aériennes	22 665,7	26 178,6	—
5. Opérations navales	—	—	—
6. Transmissions	17 567,9	3 357,5	19,3
7. Matériel divers	10 279,1	2 306,7	1 583,1
8. Fournitures et services	4 969,0	8 295,1	—
9. Fret aérien et de surface			
a) Transport du matériel appartenant aux contingents	11 385,0	1 430,0	1 430,0

	(2)	(3)	(4)
	<i>Du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001</i>	<i>Du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002</i>	
<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants répartis^a</i>	<i>Dépenses totales^b</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>
b) Fret et camionnage par les soins d'entreprises privées	2 618,0	1 800,0	1 800,0
Total partiel, rubrique 9	14 003,0	3 230,0	3 230,0
Total, catégorie III	94 707,1	56 886,4	9 366,7
IV. Autres programmes			
1. Fournitures et services liés aux élections	—	—	—
2. Programmes d'information	435,4	337,6	17,6
3. Programmes de formation	136,9	399,3	—
4. Programmes de déminage	1 009,5	2 752,7	123,9
5. Aide au désarmement et à la démobilisation	—	—	—
6. Projets à impact rapide	700,0	585,9	—
Total, catégorie IV	2 281,8	4 075,5	141,5
V. Base de soutien logistique des Nations Unies (Brindisi)	—	—	—
VI. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	—	—	—
VII. Contributions du personnel	2 133,1	3 910,1	—
Montant brut des ressources nécessaires, catégories I à VII	180 000,0	208 879,8	9 508,2
VIII. Recettes provenant des contributions du personnel	(2 133,1)	(3 910,1)	—
Montant net des ressources nécessaires, catégories I à VIII	177 866,9	204 969,7	9 508,2
IX. Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—
X. Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—	200,0	200,0
Total	180 000,0	209 079,8	9 708,2

^a Sur la base de la répartition des dépenses fixée par les résolutions 55/237 et 55/252 A de l'Assemblée générale. Ne comprend pas un montant brut de 9 190 200 dollars (montant net : 8 741 600 dollars) pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

^b Non compris un montant brut de 5 444 104 dollars (montant net : 4 777 737 dollars) pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix et un montant brut de 568 706 dollars pour la base de soutien logistique des Nations Unies.

B. Répartition des ressources (montant brut) par grande catégorie^a



^a Le total peut ne pas représenter 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

C. Explications supplémentaires

1. Le budget proposé pour l'exercice financier 2001/2002 est basé sur un effectif de 4 200 membres du personnel militaire, dont 220 observateurs militaires, 257 membres du personnel international, 274 membres du personnel local et 82

Volontaires des Nations Unies. Le budget reflète une augmentation des ressources nécessaires pour le remboursement aux gouvernements qui fournissent des contingent du matériel appartenant aux contingents (contrats de location avec fourniture de services) et du soutien autonome, pour le personnel civil, ainsi que pour l'appui, les fournitures et les services relatifs aux opérations aériennes, et pour les programmes de déminage et de formation. Ces besoins supplémentaires sont compensés par une réduction des ressources demandées au titre des transports, des transmissions, du fret aérien et de surface, du traitement électronique des données et du matériel divers.

Personnel militaire

Montant réparti : 64 188 500 dollars; prévisions de dépenses : 115 361 800 dollars; écart : 51 173 300 dollars

2. Le montant de 115 361 800 dollars prévu à cette rubrique correspond au déploiement progressif de la composante militaire autorisée de la Mission, comprenant 3 980 hommes, à l'exclusion de 220 observateurs militaires, pour l'exercice financier 2001-2002. Les dépenses prévues se répartissent entre observateurs militaires (8 272 000 dollars), contingents (67 876 100 dollars) et autres ressources nécessaires au titre du personnel militaire (39 213 700 dollars).

Observateurs militaires

3. Le montant prévu au titre de cette rubrique est basé sur le déploiement progressif de 220 observateurs militaires dans la zone de la Mission, comme indiqué au tableau 1 ci-dessous, et calculé sur la base des taux propres à la Mission figurant à l'annexe II.A. Les dépenses prévues correspondent à l'indemnité de subsistance (missions) pour 79 910 jours-homme (6 424 000 dollars), aux frais de voyage lors du déploiement (1 804 000 dollars) et à l'indemnité d'habillement et d'équipement (44 000 dollars).

Tableau 1

Déploiement des observateurs militaires

2001						2002					
Nombre effectif				Nombre prévu		Nombre prévu					
Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
216	216	214	214	220	220	220	220	220	220	220	220

Contingents

4. Le montant de 67 876 100 dollars prévu au titre des contingents correspond au déploiement progressif des effectifs autorisés, soit 3 980 membres de contingents conformément au tableau 2 ci-dessous, comprenant trois bataillons d'infanterie et le personnel d'appui spécialisé nécessaire, une compagnie de génie et trois unités de déminage, une unité de police militaire, une unité aérienne, une compagnie de gardes et d'administration, une unité médicale de niveau II et une compagnie de réserve. Le montant prévu correspond aux remboursements aux gouvernements au taux standard pour 46 546 mois-homme (46 355 800 dollars) et au coût des rations, y compris des stocks d'eau en bouteille et une réserve de 16 jours, au coût unitaire

indiqué à l'annexe II.A (7 762 000 dollars). Un montant de 546 000 dollars est prévu au titre de l'élément repas de l'indemnité de subsistance (missions) jusqu'au 15 octobre 2001 pour 126 officiers d'état-major du quartier général de la force en remplacement des services de restauration assurés par la Mission. Cette ouverture de crédit a été supprimée à compter du 15 octobre 2001. Un montant de 7 850 000 dollars est prévu pour le déploiement et la relève des contingents, calculé sur la base de deux relèves, un contingent étant relevé une fois au cours de la période 2001-2002 et l'autre en date de six mois seulement, ce remplacement par une unité étant prévu par la suite.

Tableau 2
Déploiement des contingents

2001						2002					
Nombre effectif				Nombre prévu		Nombre prévu					
Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
3 634	3 648	3 705	3 719	3 980	3 980	3 980	3 980	3 980	3 980	3 980	3 980

Autres ressources nécessaires au titre du personnel militaire

5. Le montant de 39 213 700 dollars prévu à cette rubrique représente les sommes à rembourser aux gouvernements fournissant des contingents pour l'utilisation de matériels majeurs en vertu d'un contrat de location avec services (20 701 100 dollars) et au titre du soutien autonome (16 832 600 dollars) et sont calculés sur la base des nouveaux taux standard applicables pour les contrats de location avec services approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 55/274 du 14 juin 2001 sur la base des recommandations du Groupe de travail faisant suite à la phase V sur les procédures de réforme visant à déterminer le remboursement du matériel appartenant aux contingents. Les montants prévus sont basés sur le mémorandum d'accord conclu avec les pays fournissant des contingents ou dans le cadre d'une négociation avec les pays fournissant des contingents ou envisageant de le faire.

6. Les ressources sont également prévues au titre du remboursement aux gouvernements des sommes qu'ils ont versées à leur personnel militaire en cas de décès, d'invalidité, de préjudice ou de maladie résultant de leur tour de service à la Mission, sur la base d'une indemnisation moyenne de 40 000 dollars calculée pour 1 % de l'effectif moyen mensuel (1 680 000 dollars).

Personnel civil

Montant réparti : 16 689 500 dollars; prévisions de dépenses : 28 646 000 dollars; écart : 11 956 500 dollars

7. Le montant de 28 646 000 dollars prévu au titre de cette rubrique concerne le déploiement de 613 membres du personnel civil comprenant 257 fonctionnaires recrutés sur le plan international (109 administrateurs, 37 agents des services généraux et 111 agents du Service mobile), 274 membres du personnel recrutés sur le plan local et 82 Volontaires des Nations Unies.

Personnel international et personnel local

8. Le montant prévu pour le personnel international est calculé sur la base des coûts salariaux standard applicables à New York pour 30 % du personnel international et des barèmes de traitement applicables aux engagements pour une durée limitée pour 70 % des postes. Le montant prévu pour les dépenses communes de personnel au titre du personnel recruté expressément pour la mission tient compte d'un niveau plus faible de ressources nécessaires pour cette catégorie de personnel et représente une réduction de 50 % par rapport aux coûts standard. Les traitements et les dépenses communes de personnel pour le personnel local sont calculés sur la base des barèmes locaux applicables à la zone de la mission (voir annexe II.A). Le montant prévu pour les traitements, les dépenses communes de personnel et l'indemnité de subsistance (missions) pour le personnel international et le personnel local tient compte d'un taux de vacance de postes de 10 %. Le versement d'une prime de risque a également été pris en compte.

9. Un montant de 4 600 dollars est prévu pour les heures supplémentaires (correspondant à 0,5 % des traitements du personnel local), sur la base des besoins effectifs de la Mission.

10. S'agissant de la rubrique « Autres voyages autorisés », comme indiqué dans le détail à l'annexe II.A du présent rapport, un montant de 229 700 dollars, moins élevé que prévu, est demandé pour couvrir les frais de voyage pour des consultations et réunions politiques (106 800 dollars), les frais de voyage du personnel du Siège des Nations Unies dans le cadre de l'appui administratif et technique fourni à la Mission (46 600 dollars), les frais de voyage locaux du personnel de la Mission devant assister à des réunions (30 000 dollars), les frais de voyage des spécialistes du système d'information géographique pour assister à des réunions (8 300 dollars) et les frais de voyage de l'équipe de vérification interne des comptes (38 000 dollars).

Volontaires des Nations Unies

11. Le montant de 2 245 100 dollars demandé au titre de cette rubrique correspond au déploiement de 82 Volontaires des Nations Unies pour la période considérée dans les bureaux de l'information, des droits de l'homme, des services généraux, les bureaux locaux/de secteur, le Bureau de liaison administrative, la Section du contrôle des mouvements, la Section des transports, la Section des bâtiments et du génie, les services électroniques, l'unité médicale, les bases de soutien logistique et la Section des opérations aériennes, et couvre un total de 702 mois-homme.

Dépenses opérationnelles

Montant réparti : 94 707 100 dollars; prévisions de dépenses : 56 886 400 dollars; écart : 37 820 700 dollars.

12. La réduction du montant prévu qui s'élève à 37 820 700 dollars pour les dépenses opérationnelles est attribuable à l'ouverture d'un crédit minimal pour les dépenses non renouvelables due au fait que des achats substantiels ayant un caractère non renouvelable ont été prévus dans le cadre des crédits ouverts pour la période financière précédente. On trouvera à l'annexe II.C une ventilation détaillée des dépenses non renouvelables prévues pour l'exercice budgétaire 2001-2002.

Locaux/hébergement

13. Le montant prévu (8 203 500 dollars) s'explique par le fait que les besoins en matière de remplacement et d'acquisition de logements préfabriqués et de blocs sanitaires ont diminué durant l'exercice considéré. Il concerne la location de bureaux pour la Mission et le quartier général de la force à Asmara et à Addis-Abeba, de locaux pour les états-majors de secteur, de logements pour les officiers d'état-major et d'autres locaux indiqués à l'annexe II.A (1 535 900 dollars), les travaux d'aménagement et de rénovation de locaux (230 400 dollars), l'achat de fournitures d'entretien (153 600 dollars), les services d'entretien (153 600 dollars) et les services collectifs de distribution (1 595 700 dollars). L'annexe II.C comprend un montant de 4 534 300 dollars pour les dépenses non renouvelables afférentes à la construction de bâtiments préfabriqués qui sont nécessaires pour loger 126 officiers d'état-major et accueillir l'hôpital de niveau II.

Remise en état des infrastructures

14. Un montant de 225 000 dollars est prévu pour la réparation et l'entretien des pistes d'atterrissage et des zones de poser d'hélicoptères (30 000 dollars), la réparation et l'entretien des routes dans la zone de la Mission (100 000 dollars) et la réparation des ponts (95 000 dollars).

Transports

15. Un montant de 5 090 000 dollars est prévu pour la location de 12 engins lourds du génie à raison de 1 000 dollars en moyenne par mois et par engin (12 000 dollars), les carburants et les lubrifiants (3 337 700 dollars) (avec une réduction de 10 % au titre des véhicules hors d'usage) et l'assurance au tiers concernant 377 véhicules appartenant à l'ONU et 976 véhicules, 100 remorques et 270 conteneurs appartenant aux contingents (218 600 dollars).

16. Des ressources sont également prévues pour les pièces détachées, la réparation et l'entretien des véhicules appartenant à l'ONU (1 521 700 dollars).

Opérations aériennes

17. Le montant prévu de 26 178 600 dollars correspond à 12 hélicoptères et 7 avions fournis en vertu de contrats à long terme conclus avec des entreprises commerciales et de lettres d'attribution, comme suit :

a) Location de 12 hélicoptères pour la période de 12 mois, 7 hélicoptères de manœuvre moyens (M1-8 MTV-1), 2 hélicoptères légers de patrouille et d'observation (Hughes 500) (pour la période du 1^{er} au 18 juillet 2001), 2 hélicoptères Bell 212 en remplacement des 2 Hughes 500, et 1 hélicoptère de manœuvre moyen (AS 330 Puma) devant servir éventuellement aux évacuations sanitaires primaires et secondaires. L'hélicoptère supplémentaire M1-8 MTV est nécessaire pour les longs parcours;

b) Un avion-cargo lourd (IL-76, qui serait prêté en cas de besoin à la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo), 1 avion moyen de transport de passagers et de marchandises (AN-26), 1 avion moyen de transport militaire (G-222), 1 avion à réaction léger (HS 125-400B), 2 avions militaires légers d'observation et de patrouille (P-166) (l'un d'eux ayant été retiré le 25 août 2001) et 1 avion léger pour les évacuations sanitaires primaires et secondaires (C-160).

18. L'annexe II.A contient des renseignements détaillés sur la consommation de carburant, l'assurance au tiers et autres dépenses connexes.

19. Au total, un montant de 26 178 600 dollars est prévu pour les hélicoptères (17 616 900 dollars), les avions (7 586 800 dollars), l'indemnité de subsistance des équipages (258 800 dollars) et les autres dépenses afférentes aux opérations aériennes (716 100 dollars).

Transmissions

20. Le montant de 3 357 500 dollars prévu concerne l'acquisition de matériel de satellite, y compris le coût du fret (5 500 dollars), le matériel d'atelier et d'essai (13 800 dollars), comme il est indiqué en détail à l'annexe II.C, et les communications par réseaux commerciaux : location du répéteur, redevances INMARSAT (terminaux M et M4 et localisation des véhicules), frais de téléphone, de branchement avec New York, de valise diplomatique et de transmissions par fil, et services Internet indépendants (1 887 100 dollars). Un montant de 1 451 100 dollars doit également permettre d'acheter des pièces de rechange et des fournitures à raison de 10 % du coût du matériel proprement dit, en sus du fret. D'importantes dépenses non renouvelables avaient été inscrites dans les prévisions initiales.

Matériel divers

21. Comme il est indiqué en détail à l'annexe II.C, le montant prévu de 2 306 700 dollars est sensiblement plus faible que celui de l'exercice 2000/01 (10 279 100 dollars) et concerne l'acquisition et le remplacement de mobilier de bureau, de matériel informatique, de groupes électrogènes, de citernes à eau et de fosses septiques, de matériel d'hébergement, de matériel divers, de matériel de distribution et d'épuration d'eau et de matériel de sécurité.

Fournitures et services

22. Le montant prévu de 8 295 100 dollars doit permettre essentiellement de couvrir les dépenses supplémentaires au titre des services contractuels concernant entre autres le gardiennage, l'information géographique (SIG), la restauration, le blanchissage, la location de photocopieuses et le fonctionnement des installations d'épuration de l'eau (4 828 900 dollars). Un montant est également prévu pour les services de sécurité, les traitements et fournitures médicaux et divers autres services.

23. Le montant prévu doit également permettre d'acheter des articles de papeterie et des fournitures de bureau, des fournitures médicales et sanitaires, des articles de nettoyage, des fournitures électriques, des uniformes, des drapeaux et des autocollants, des fournitures pour la défense des périmètres, des cartes opérationnelles et des fournitures d'intendance et de magasin, et de s'abonner à des périodiques (1 850 000 dollars). On trouvera à l'annexe II.A une ventilation détaillée des fournitures et des services.

Fret aérien et de surface

24. Le montant de 3 230 000 dollars prévu concerne le fret commercial, le camionnage par des entreprises privées, les frais de dédouanement, les frais de transport d'eau entre les installations d'épuration et les compagnies dans les trois

secteurs (1 800 000 dollars) et le transport du matériel appartenant à l'ONU à partir de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (1 430 000 dollars).

Autres programmes

Montant réparti : 2 281 800 dollars; prévisions : 4 075 500 dollars; écart : 1 793 700 dollars

Programmes d'information

25. Le montant prévu de 337 600 dollars concerne le coût du remplacement du matériel perdu ou endommagé (17 600 dollars), le coût des matériels et fournitures nécessaires pour appuyer les programmes d'information de la Mission (40 000 dollars) et le coût des services contractuels pour la production et la diffusion de brochures, d'affiches et d'autres matériels éducatifs à l'appui de la campagne d'information de la Mission (280 000 dollars).

Programmes de formation

26. Le montant de 399 300 dollars prévu concerne les frais de voyage d'administration relatifs à la formation comme suit : personnel de la Mission à la Base de soutien logistique des Nations Unies (finances : 2 personnes; informatique : 10 personnes; achats : 2 personnes; transports : 2 personnes; communications : 15 personnes); 2 membres de la Mission (contrôle des mouvements) pour la certification des marchandises dangereuses de l'IATA (Association du transport aérien international) en Afrique du Sud et à Genève; 5 spécialistes des opérations aériennes à Vienne pour le séminaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale sur l'aviation en Égypte, 3 personnes (fournitures), 5 personnes pour l'équipe technique chargée du matériel appartenant à l'ONU et du personnel chargé du SIG. On trouvera à l'annexe II.A des renseignements détaillés à cet égard.

Programmes de déminage

27. Le montant prévu de 2 752 700 dollars comprend le coût des services d'entrepreneurs (1 186 800 dollars) au lieu des 20 postes de personnel civil (1 P-5, 3 P-4, 7 P-3, 1 agent des services généraux et 8 agents locaux) qu'il est proposé de convertir, durant l'exercice commençant le 1er juillet 2001, en ressources non affectées à des postes pour le Centre de coordination de l'action antimines. Les dépenses prévues concernent également les fournitures diverses (152 000 dollars), les services divers (1 290 000 dollars) et le matériel (123 900 dollars), comme il est indiqué en détail à l'annexe II.A.

Projets à impact rapide

28. Les projets à impact rapide de la Mission portent sur la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes ainsi que certaines autres zones touchées par le conflit en Érythrée et en Éthiopie. Ces projets ont permis à la Mission d'aider un certain nombre de groupes touchés par la guerre dans les deux pays et ont contribué à resserrer les liens entre les unités de la Mission sur le terrain, les administrations et les communautés locales.

29. Le montant prévu de 585 900 dollars concerne l'achèvement de projets portant notamment sur le remplacement et la réparation de l'infrastructure, les municipalités et les services collectifs de distribution ainsi que sur les fournitures nécessaires. Au

moment de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 2001/02, il restait à mener à bien 50 projets à impact rapide, dont 33 en Érythrée et 17 en Éthiopie.

30. Les projets concernent : a) l'eau et l'assainissement, où il s'agit d'alimenter les résidents en eau potable et de remettre en état le système d'adduction existant; b) l'éducation, où il s'agit d'achever la construction de toilettes dans les écoles, d'améliorer les conditions d'hygiène, d'augmenter le nombre de salles de classe et de fournir du matériel pour les programmes d'éducation publique en matière de VIH/sida; c) le matériel et les installations de sports pour la jeunesse; d) la santé, où il s'agit de fournir des services cliniques à la population et d'équiper les centres de santé dans les zones touchées par la guerre; e) le secteur non médical et de la santé où il s'agit d'aider à équiper les centres de soins dans les zones touchées par la guerre; f) l'électricité où il s'agit d'alimenter la population locale en électricité; g) les fournitures diverses (mobilier scolaire).

Contributions du personnel

Montant réparti : 2 133 100 dollars; prévisions : 3 910 100 dollars; écart : 1 777 000 dollars

31. Les montants prévus à cette rubrique représentent la différence entre les traitements bruts et nets, c'est-à-dire la retenue à laquelle sont soumis les traitements des fonctionnaires des Nations Unies, conformément au Statut du personnel de l'Organisation. Les contributions du personnel sont calculées sur la base d'un effectif de 257 fonctionnaires internationaux et de 274 agents locaux, comme il est indiqué à la section A du chapitre VIII du présent rapport.

Recettes provenant des contributions du personnel

Montant réparti : (2 133 100 dollars); prévisions : (3 910 100 dollars); écart : (1 777 000 dollars)

32. Le montant correspond aux contributions du personnel et sera porté au crédit du Fonds de péréquation des impôts créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 973 A (X) du 15 décembre 1955. Les États Membres sont crédités d'une partie des avoirs du Fonds au prorata de leur quote-part dans le budget de la MINUEE.

Annexe II

Prévisions de dépenses pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002 : analyse

A. Coûts standard et coûts propres à la Mission

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
1. Indemnité de subsistance (missions)							
Addis-Abeba (hôtels Hilton et Sheraton)	120			113			Taux spécial applicable les 30 premiers jours uniquement.
Asmara (Hôtel Intercontinental)	120			151			<i>Idem.</i>
Ailleurs	95			80			Taux applicable à l'Érythrée depuis le 1er mai 2001.
	80			80			Pas de changement.
2. Frais de voyage (aller)							
Observateurs militaires	3 375			3 375			Y compris les faux frais au départ et à l'arrivée et l'excédent de bagages accompagnés.
Contingents militaires	800			800			Voyages groupés pour le déploiement et la relève du personnel.
3. Personnel militaire							
Observateurs militaires	209	220					Sur la base de l'effectif autorisé.
Contingents							
Personnel d'infanterie	2 203	3 110					Sur la base de l'effectif autorisé.
Personnel d'appui	1 263	744					<i>Idem.</i>
Officiers	116	126					<i>Idem.</i>
Total	3 582	3 980					
4. Remboursements aux gouvernements au titre des contingents							
a) Soldes et indemnités	988		1 008		1 008		Taux standard applicable au 1er juillet 2001.
			1 028		1 028		Taux standard applicable au 1er janvier 2002.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier		
				Coût mensuel	Coût annuel	
b) Indemnités du personnel spécialisé	291		297		297	Payable à 10 % du personnel d'infanterie et 25 % du personnel de logistique/soutien; taux applicable au 1er juillet 2001.
			303		303	Payable à 10 % du personnel d'infanterie et 25 % du personnel de logistique/soutien; taux effectif au 1er janvier 2002.
c) Indemnité journalière	128		128		128	Taux standard.
d) Indemnité d'habillement et d'équipement	70		71		71	Taux standard applicable au 1er juillet 2001.
			73		73	Taux standard applicable au 1er janvier 2002.
5. Indemnité d'habillement et d'équipement						
Observateurs militaires	200		200		200	Taux standard.
6. Détente et loisirs						
Permissions	10,5		10,5	10,5		Maximum de sept jours par période de six mois de service.
Fournitures et matériel de détente	8		8		8	Taux standard.
7. Rations						
Rations	6,75			5,37		Coût estimatif par personne et par jour pour les unités militaires constituées.
Eau en bouteille	1,15			1,53		À raison de six litres par personne et par jour pendant quatre mois, compte tenu du fait que des systèmes d'épuration et de mise en bouteille de l'eau seront mis en place au plus tard le 1er novembre 2001.
8. Matériel appartenant aux contingents						
Gros matériel	1 470 500				1 479 792	Coût estimatif mensuel au titre d'arrangements de location avec services.
Matériel spécial					245 300	<i>Idem.</i>

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explication
			Coût standard	Coût unitaire	Coût mensuel	
				ou		
				journalier		
(en dollars É.-U.)						
9. Soutien autonome	1 059 300				1 402 717	Coût estimatif mensuel calculé sur la base du coût standard prévu pour le soutien autonome après application du facteur de 6 % approuvé pour la Mission.
10. Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	40 000			40 000	1 680 000	Calculé sur la base de 1 % de l'effectif militaire mensuel moyen.
11. Personnel civil						
Personnel international	282	257				Effectif pour l'exercice 2001-2002.
Personnel local	322	274				Idem.
Volontaires des Nations Unies	15	82				Idem.
Total	619	613				
12. Personnel local – Érythrée						
Traitement net	255				305	Calculé sur la base d'un poste de niveau G-4, échelon IV, d'après le barème des traitements en vigueur le 1er mars 2001.
Dépenses communes de personnel	64				76	Idem.
Contributions du personnel	60				72	Idem.
13. Personnel local – Éthiopie						
Traitement net	365				406	Calculé sur la base d'un poste de niveau G-4, échelon IV, d'après le barème des traitements en vigueur le 1er mars 2001.
Dépenses communes de personnel	91				102	Idem.
Contributions du personnel	86				93	Idem.
14. Volontaires des Nations Unies						
Contrat de louage de service	3 400				187 092	Montant mensuel correspondant à 82 Volontaires des Nations Unies.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication	
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier		Coût mensuel		Coût annuel
				(en dollars É.-U.)				
15. Autres frais de voyage								
Représentant spécial	20 300					15 500	Voyages pour consultations et réunions politiques au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York – trois voyages de cinq jours, indemnité journalière de subsistance comprise.	
Conseiller militaire	20 300					9 500	Voyages pour consultations militaires – trois voyages de cinq jours, indemnité journalière de subsistance comprise.	
Spécialistes des affaires politiques	27 000					26 700	Voyages pour consultations politiques au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York – six voyages de 10 jours, indemnité journalière de subsistance comprise.	
Commandant de la Force et personnel d'appui						55 100	Voyages à Nairobi (Kenya) pour les réunions de la Commission militaire de coordination – six voyages de trois jours, indemnité journalière de subsistance comprise.	
Fonctionnaires de la Division de l'administration et de la logistique des missions :								
Enquêtes techniques et missions préparatoires	232 000						Pas de dépenses prévues.	
Spécialistes de l'administration et de la logistique	54 100					15 700	Un voyage de cinq jours à destination de la Mission pour apporter un appui dans le domaine des finances et de la logistique, indemnité journalière de subsistance comprise.	
Spécialistes de l'appui technique	16 400					12 200	Un voyage de 14 jours à destination de la Mission aux fins d'apporter un appui technique.	
Idem	52 700						Pas de dépenses prévues.	
Spécialistes des systèmes d'information géographique						18 700	Un voyage de 30 jours à destination de la Mission.	

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
Spécialistes des systèmes d'information géographique de la MINUEE						8 300	Un voyage de 15 jours à destination de Nairobi (Kenya).
Audit du BSCI	22 100					38 000	Deux vérificateurs internes des comptes pendant 28 jours.
Voyages locaux						30 000	Voyages de membres du personnel entre Asmara et Addis-Abeba et à destination des postes de déploiement des équipes, à raison d'un montant estimatif de 2 500 dollars par mois.
16. Location de locaux							
Quartier général de la Mission – Érythrée	71 900					72 140	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002
Quartier général de la Mission – Éthiopie	4 000					10 000	Pour la période du 1er septembre 2001 au 30 juin 2002.
Trois PC de secteur	6 000					10 750	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.
Entrepôt (Asmara)	4 000					5 200	<i>Idem.</i>
Entrepôt (port maritime de Massawa)	2 000					–	Pas de dépenses prévues.
Base de soutien logistique à Axuim (Éthiopie)	–					–	Pas de dépenses prévues.
Entrepôt (aéroport d'Asmara)	800					–	Pas de dépenses prévues.
Postes de déploiement des équipes	3 000					5 700	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.
Hôtels locaux	132 000					–	Pas de dépenses prévues.
Résidence du Représentant spécial du Secrétaire général – Asmara	–					1 600	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.
Résidence du Représentant spécial du Secrétaire général – Addis-Abeba	–					2 250	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.
Hangar	–					2 670	Pour la période du 1er janvier au 30 juin 2002.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier		Coût annuel	
				Coût mensuel	Coût annuel		
Logement des officiers – Asmara	–				52 840	Juillet et août 2001 uniquement.	
Logement des officiers – Addis-Abeba	–				1 710	Pour la période du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002.	
Aires de stationnement d’aéronefs – aéroport international d’Asmara	–				10 170	Idem.	
17. Fournitures d’entretien	2 000	10 % des frais de location			12 800	Montant des dépenses mensuelles prévues.	
18. Services d’entretien	2 000	10 % des frais de location			12 800	Montant des dépenses mensuelles prévues.	
19. Services collectifs de distribution							
Électricité	80 000				50 000	Montant calculé sur la base des tarifs locaux et de la consommation prévue.	
Eau	2 400				5 500	Idem.	
Carburant pour groupes électrogènes	181 400				41 130	Montant calculé sur la base de la consommation prévue.	
Propane	–				13 250	Pour 2 490 hommes.	
Eau potable	–				23 100	Idem.	
20. Véhicules							
a) Véhicules appartenant aux Nations Unies	377	377				Pas de changement.	
Véhicules civils	–	–					
Remorques	–	–					
b) Véhicules appartenant aux contingents	600	976				Nombre prévu de véhicules appartenant aux contingents.	
Véhicules militaires	100	–				Idem.	
Remorques	–	100					
Conteneurs	–	270					
c) Véhicules de location	15	12				Montant prévu pour la location de matériel lourd de génie.	

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
21. Pièces de rechange, réparations et entretien des véhicules							
a) Véhicules appartenant aux Nations Unies							
Véhicules civils	130 500				126 808		Montant calculé sur la base d'un coût mensuel de 330 dollars.
22. Essence							
Véhicules civils	79 200				72 200		Montant calculé sur la base d'une consommation moyenne de 20 litres par jour, à 0,35 dollar le litre, compte tenu d'une réduction de 10 % pour les véhicules tout terrain.
Véhicules militaires	126 000				180 654		Montant calculé sur la base d'une consommation moyenne de 27 litres par jour, à 0,35 dollar le litre, compte tenu d'une réduction de 10 % pour les véhicules tout terrain.
23. Lubrifiants pour véhicules	20 500				25 285		Montant calculé sur la base d'un taux de 10 % du coût du carburant.
24. Assurance automobile							
Assurance locale (véhicules appartenant aux Nations Unies et aux contingents)							
Érythrée							
Véhicules légers	20				75		Assurance responsabilité civile locale.
Camions	55				338		<i>Idem.</i>
Matériel de manutention	60				75		<i>Idem.</i>
Véhicules blindés de transport de troupes					172		<i>Idem.</i>
Éthiopie							
Véhicules légers	20				55		Assurance responsabilité civile locale.
Camions	55				218		<i>Idem.</i>
Matériel de manutention	60				172		<i>Idem.</i>

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier	Coût mensuel	Coût annuel	
(en dollars É.-U.)							
Véhicules blindés de transport de troupes	—					172	Idem.
Assurance mondiale							
Véhicules civils	47					47	Pas de changement.
Véhicules militaires	60					270	Idem.
Matériel de manutention	47					67	Idem.
25. Hélicoptères (nombre)							
Appareils utilitaires moyens							
MI-8-MTV-1	6			7			Sur la base d'un contrat commercial.
AS 330 Puma	1			1			En vertu d'une lettre d'attribution.
Appareils légers d'observation et de patrouille							
Hughes 500	2			2			Véhicules militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution pour la période du 1er au 18 juillet 2001.
B 212	—			2			Véhicules militaires fournis en vertu d'une lettre d'attribution.
26. Heures de vol comprises dans le forfait/hors forfait (chacun)							
Appareils utilitaires moyens							
MI-8MTV-1	45/40	45/40					Sur la base d'un contrat.
AS 330 Puma	10/-	12/-					En vertu d'une lettre d'attribution
Appareils légers d'observation et de patrouille							
Hugues 500	30/-	30/-					Idem.
B 212		25/-					Idem.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
27. Hélicoptères, carburants (chacun)							
Appareils utilitaires moyens							
MI-8MTV-1	33 150				29 750		Montant calculé sur la base d'une consommation de 700 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
AS 330 Puma	3 900				3 600		Montant calculé sur la base d'une consommation de 600 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
Appareils légers d'observation et de patrouille							
Hugues 500	1 170				1 500		Montant calculé sur la base d'une consommation de 100 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
B 212	—				2 500		Montant calculé sur la base d'une consommation de 100 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
28. Hélicoptères (lubrifiants)							
Appareils utilitaires moyens							
MI-8MTV-1	3 315				2 975		Montant calculé sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
AS 330 Puma	390				360		Idem.
Appareils légers d'observation et de patrouille							
Hugues 500	117				150		Idem.
B 212	—				250		Idem.
29. Hélicoptères, assurance (chacun)							
Appareils utilitaires moyens							
MI-8MTV-1	2 667					4 000	Assurance responsabilité civile.
AS 330 Puma	1 125					14 500	Idem.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explication
			Coût standard	Coût	Coût mensuel	
				unitaire		
				ou journalier		
(en dollars É.-U.)						
Appareils légers d'observation et de patrouille						
Hughes 500	1 125				14 500	Idem.
B 212	—				29 000	Idem.
30. Hélicoptères (coût horaire – chacun)						
Appareils utilitaires moyens						
MI-8-MTV-1	2 667				138 690	Coût horaire de 3 082 dollars (heures supplémentaires gratuites).
AS 330 Puma	1 125				36 250	Coût horaire de 3 021 dollars (pas d'heures supplémentaires).
Appareils légers d'observation et de patrouille						
Hughes 500	1 125				24 000	Coût horaire de 800 dollars (pas d'heures supplémentaires).
B 212	—				30 000	Coût horaire de 1 200 dollars (pas d'heures supplémentaires).
31. Avions (nombre)						
Avion-cargo lourd						
IL-76	1			1		Prêté par la MONUC en vertu d'une lettre d'attribution.
Avions moyens de transport de passagers/fret						
AN-26	1			—		Pas de dépenses prévues.
AN-26	1			1		Sur la base d'un contrat commercial à partir du 1er novembre 2000.
G-222	2			1		Avion militaire (en vertu d'une lettre d'attribution).
Avions légers de transport de passagers						
HS-125-400B	1			1		Sur la base d'un contrat commercial.
B-200	1			—		Prêté par la MONUC.
P-166 (observation/patrouille)	2			2		Avion militaire fourni en vertu d'une lettre d'attribution (depuis le 25 août 2001, la Mission a un P-166 de moins).

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût	Coût mensuel	Coût annuel	
				unitaire			
				ou journalier			
(en dollars É.-U.)							
C-160	—			1		Sur la base d'une lettre d'attribution (pour l'évacuation des blessés et des malades).	
32. Heures de vol comprises dans le forfait/hors forfait (chacun)							
Avion-cargo lourd							
IL-76	85/- 25/-					Prêté par la MONUC en vertu d'une lettre d'attribution.	
Avions moyens de transport de passagers/fret							
AN-26	40/30	—				Pas de dépenses prévues.	
AN-26	60/25	60/25				Sur la base d'un contrat commercial.	
G-222	60/-	60/-				Avion militaire (sur la base d'une lettre d'attribution).	
Avions légers de transport de passagers							
HS-125-400B	30/-	30/30				Sur la base d'un contrat commercial.	
B-200	30/30	—				Sur la base du contrat en vigueur (prêté par la MONUC).	
P-166 (observation/patrouille)	50/-	50/-				Avion militaire (en vertu d'une lettre d'attribution).	
C-160	—	12/-				En vertu d'une lettre d'attribution.	
33. Avions, carburants (chacun)							
Avion-cargo lourd							
IL-76	265 200				100 000	Montant calculé sur la base d'une consommation de 8 000 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.	
Avions moyens de transport de passagers/fret							
AN-26	38 220				—	Pas de dépenses prévues.	
AN-26	46 410				68 000	Montant calculé sur la base d'une consommation de 1 600 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.	

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou	Coût mensuel	Coût annuel	
				journalier			
(en dollars É.-U.)							
G-222	32 760				42 000		Montant calculé sur la base d'une consommation de 1 400 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
Avions légers de transport de passagers							
HS-125-400B	11 700				42 000		Montant calculé sur la base d'une consommation de 1 400 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
B-200	7 020				—		Pas de dépenses prévues.
P-166 (observation/patrouille)	27 300				35 000		Montant calculé sur la base d'une consommation de 1 400 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
C-160	—				12 000		Montant calculé sur une consommation de 2 000 litres par heure, à 0,50 dollar le litre.
34. Avions, lubrifiants (chacun)							
Avion-cargo lourd							
IL-76	26 250				10 000		Montant calculé sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
Avions moyens de transport de passagers/fret							
AN-26	3 822				—		Pas de dépenses prévues.
AN-26	4 641				6 800		Montant calculé sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
G-222	3 276				4 200		Idem.
Avions légers de transport de passagers							
HS-125-400B	1 170				4 200		Montant calculé sur la base du taux standard de 10 % du coût du carburant.
B-200	702				—		Idem.
B-166 (observation/patrouille)	2 730				3 500		Idem.
C-160	—				1 200		Idem.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou		Coût annuel	
				journalier	mensuel		
35. Avions, assurance (chacun)							
Avion-cargo lourd							
IL-76	—					14 500	Assurance responsabilité civile.
Avions moyens de transport de passagers/fret							
AN-26	667					—	Pas de dépenses prévues.
AN-26	2 667					4 000	Assurance responsabilité civile.
G-222	1 125					14 500	Idem.
Avions légers de transport de passagers							
HS-125-400B	5 000					4 000	Assurance responsabilité civile.
B-200	—					—	Idem.
P-166 (observation/patrouille)	1 125					14 500	Idem.
C-160	—					14 500	Idem.
36. Avions (coût horaire, chacun)							
Avion-cargo lourd							
IL-76	127 500					154 500	Coût horaire de 1 500 dollars (pas d'heures supplémentaires).
Avions moyens de transport de passagers/fret							
AN-26	29 300					—	Pas de dépenses prévues.
AN-26	21 100					16 020	Coût horaire de 267 dollars (pas d'heures supplémentaires).
G-222	162 000					30 000	Coût horaire de 500 dollars (heures supplémentaires gratuites).
Avions légers de transport de passagers							
HS-125-400B	78 750					105 510	Coût horaire de 1 900 dollars pour les heures comprises dans le forfait et de 1 617 dollars pour les heures hors forfait.
B-200	81 000					—	Pas de dépenses prévues.
P-166 (observation/patrouille)	68 150					50 000	Coût horaire de 1 000 dollars (pas d'heures supplémentaires).

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou	Coût mensuel	Coût annuel	
				journalier			
				(en dollars É.-U.)			
37. Indemnité de subsistance des équipages	319 700				21 318		Montant estimatif calculé sur la base d'un effectif de 58 membres d'équipage
38. Autres dépenses afférentes aux opérations aériennes							
Services de contrôle de la circulation aérienne	36 100				2 500		Estimation des dépenses mensuelles.
Droits d'atterrissage et manutention au sol	96 500				57 175		<i>Idem.</i>
39. Communications par réseaux commerciaux							
Location d'un répéteur	50 000				50 000		Sur la base du contrat en vigueur.
INMARSAT M	2 000				500		Taux d'utilisation mensuel prévu.
INMARSAT M-4	1 000				1 000		<i>Idem.</i>
Terminaux mobiles mini M	1 000				—		Pas de dépenses prévues.
Système INMARSAT de localisation des véhicules	30				31		Prix unitaire.
Télex, téléphone	12 000				17 000		Estimation des dépenses mensuelles.
Valise diplomatique et affranchissement	1 200				1 000		<i>Idem.</i>
Location de lignes téléphoniques	2 000				2 000		<i>Idem.</i>
Service Internet indépendant	—				18 000		<i>Idem.</i>
40. Matériel divers							
Pièces de rechange, réparations et entretien	10 000				60 300		Estimation des dépenses mensuelles.
41. Vérification des comptes	64 300					100 400	Montants prévus par le Comité des commissaires aux comptes.
42. Services contractuels							
Nettoyage	10 000				10 000		Estimation des dépenses mensuelles.
Évacuation des eaux usées et enlèvement des ordures	10 000				12 500		<i>Idem.</i>
Services annexes d'entreposage	130 000				120 000		Dépenses mensuelles (huit expatriés, à raison de 11 000 dollars par personne, et 28 locaux).
Appui aux télécommunications et soutien informatique	289 200				87 250		Traitements, indemnités journalières de subsistance et frais de voyage de 10 membres du personnel du Centre

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou	Coût mensuel	Coût annuel	
				journalier			
				(en dollars É.-U.)			
Appui aux télécommunications et soutien informatique	289 200				87 250		Traitements, indemnités journalières de subsistance et frais de voyage de 10 membres du personnel du Centre international de calcul détachés sur la base d'un contrat et de 10 techniciens indépendants fournissant un soutien en matière de communications et de technologies de l'information.
Soutien génie	42 900				38 000		Traitements, indemnités journalières de subsistance et frais de voyage de cinq personnes aux termes d'un contrat de location de personnel de soutien.
Petits travaux de génie	—				1 200		Dépenses mensuelles (quatre agents locaux à 300 dollars par personne et par mois).
Services de garde et d'entretien	—				10 000		Estimation des dépenses mensuelles.
Systèmes d'information géographique	—				26 250		Montant des dépenses afférentes à deux ingénieurs/techniciens spécialistes des systèmes d'information géographique à raison de 6 000 dollars par personne, un expert en systèmes d'information géographique pendant un mois à raison de 15 000 dollars par mois et un ingénieur spécialisé dans les systèmes d'information géographique pendant un mois à raison de 12 000 dollars par mois pour la formation du personnel de la MINUEE à l'utilisation des systèmes d'information géographique.
Contrat de location de photocopieurs	—				44 200		Estimation des dépenses mensuelles, encre comprise.
Location de conteneurs réfrigérés	—				18 000		Estimation des dépenses mensuelles.
Fonctionnement des stations d'épuration de l'eau	—				8 333		Estimation des dépenses mensuelles pour deux stations d'épuration de l'eau du 1er novembre 2001 au 30 juin 2002.
Service de restauration	—				16 500		Estimation des dépenses mensuelles pour 30 agents locaux

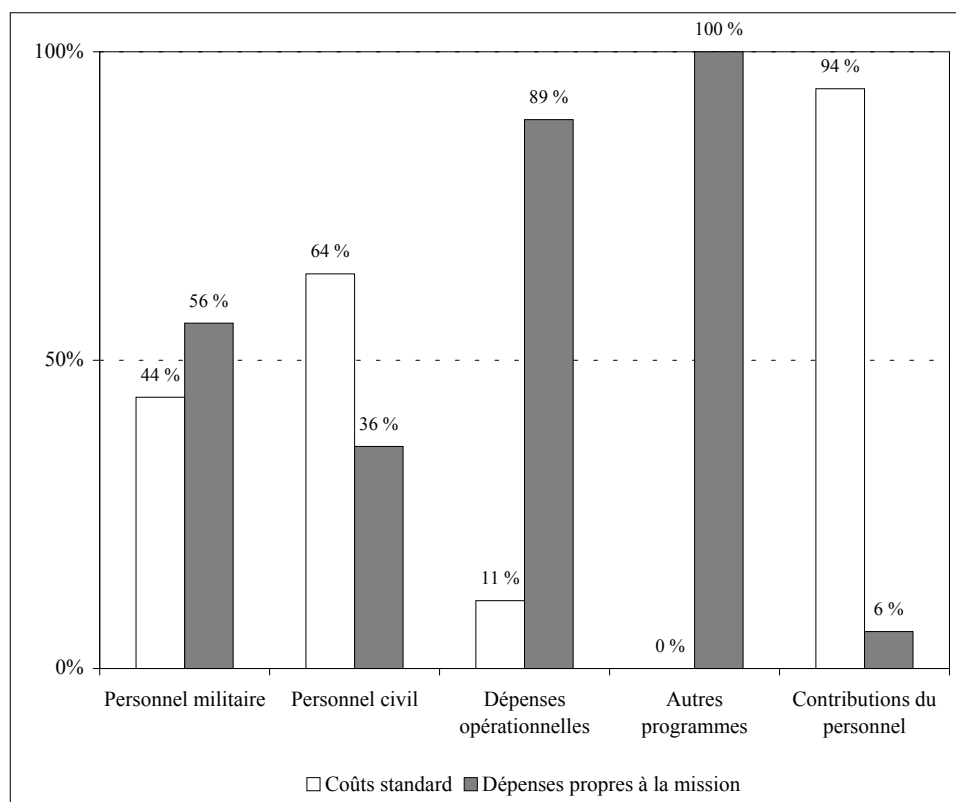
Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier	Coût mensuel	Coût annuel	
				(en dollars É.-U.)			
Service de restauration	—				16 500		Estimation des dépenses mensuelles pour 30 agents locaux répartis entre trois cuisines, pour la préparation des repas du camp Five Star.
Lessive	—				10 200		Estimation des dépenses mensuelles.
43. Services informatiques	43 500				39 800		Redevance pour les licences Lotus.
44. Services de sécurité	25 000				31 200		Estimation des dépenses mensuelles.
45. Traitements et services médicaux							
Hospitalisation	20 000				20 000		À raison de quatre patients par mois pendant 10 jours, à 500 dollars par personne et par jour.
46. Demandes d'indemnisation et règlements	27 200		1			50 400	Taux standard applicable à 4 200 militaires.
47. Dépenses de représentation	1 000				2 000		Estimation des dépenses mensuelles pour les bureaux d'Asmara et d'Addis-Abeba.
48. Autres services divers							
Frais bancaires	7 000				8 500		Estimation des dépenses mensuelles.
Affranchissement du courrier militaire	6 000				19 900		Estimation des dépenses mensuelles.
Affranchissement du courrier officiel	—				300		Estimation des dépenses mensuelles.
Impression	—				375		Estimation des dépenses mensuelles pour l'impression de cartes, d'invitations, de certificats, etc.
49. Papeterie et fournitures de bureau	19 400		35			—	
	63 200	15				21 500	Estimation des dépenses mensuelles.
50. Fournitures médicales	37 000				15 008		Fournitures destinées au personnel militaire.
51. Fournitures sanitaires et articles de nettoyage	21 800					78 500	Estimation des dépenses mensuelles, à raison de 5 dollars par personne et par mois pour le personnel civil, les officiers et les observateurs militaires.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou	Coût mensuel	Coût annuel	
				journalier			
(en dollars É.-U.)							
52. Abonnements	1 000				1 700		Estimation des dépenses mensuelles pour les abonnements à des journaux et revues.
53. Fournitures électriques	6 000				6 000		Pas de changement.
54. Uniformes, drapeaux et autocollants	22 300				22 800		Achat de drapeaux et d'autocollants pour le personnel militaire, sur la base d'un déploiement complet.
55. Matériel pour la défense des périmètres	86 000				49 300		Achat de sacs de sable, de fil barbelé, de barbelé à boudin, etc.
56. Cartes opérationnelles	6 100				18 400		Achat de cartes, de spatiocartes à partir d'images IKONOS et IRS et de cartes vecteur russes.
57. Achat d'articles consommables et de fournitures pour les systèmes d'information géographique	4 400				12 900		Intendance et magasins.
58. Programmes d'information							
Fournitures et accessoires	5 700				3 300		Achat de fournitures et accessoires.
Services contractuels	32 900				23 300		Impression de dépliants, de bulletins d'information et d'autres supports d'information.
59. Formation							
Finances	14 300					12 300	Formation de 2 membres de la MINUEE à la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Informatique	28 600					76 300	Formation de 10 membres de la MINUEE, coûts des stages de formation à la Base de soutien logistique des Nations Unies compris.
Achats	14 300					15 300	Formation de 2 membres de la MINUEE, coût des stages de formation à Asmara compris.
Formation militaire	79 700						– Pas de dépenses prévues.
Transmissions	–					114 400	Formation de 15 membres de la MINUEE, coût des stages de formation à la Base de soutien logistique des Nations Unies compris.
Transports	–					15 300	Formation de 2 spécialistes des transports motorisés, coût des

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses				Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou journalier		Coût mensuel	
				Coût annuel			
				(en dollars É.-U.)			
Transports	—					15 300	Formation de 2 spécialistes des transports motorisés, coût des stages de formation à la Base de soutien logistique des Nations Unies et en France compris.
Contrôle des mouvements	—					15 300	Formation de 2 membres de la MINUEE spécialistes du contrôle des mouvements, coût des stages de formation à Asmara, en vue de l'obtention d'un certificat de l'IATA concernant les matières dangereuses, compris.
Opérations aériennes	—					30 600	Formation de 5 membres de la MINUEE spécialistes des opérations aériennes, dont 2 participeront au séminaire du Département des opérations de maintien de la paix sur l'aviation, 1 sera formé en vue d'obtenir le certificat de l'IATA concernant le transport aérien des matières dangereuses et 2 suivront une formation à la gestion de l'aviation dispensée à la Base de soutien logistique des Nations Unies.
Fournitures	—					22 900	Formation de 3 membres de la MINUEE, coût des stages de formation à la Base de soutien logistique des Nations Unies compris.
Services techniques pour le matériel appartenant aux Nations Unies	—					38 000	Formation de 5 membres de la MINUEE, coût des stages de formation à la Base de soutien logistique des Nations Unies compris.
Systèmes d'informations géographiques	—					58 900	Coûts des stages de formation pour le personnel chargé des systèmes d'information géographique.
60. Programmes de déminage							
Services contractuels	—					1 186 800	Montant afférent aux services de personnel contractuel (1 P-5, 3 P-4, 7 P-3, 1 GS et 8 agents locaux), imputé sur les dépenses autres que les dépenses de personnel.

Description	Prévisions précédentes	Effectif moyen	Prévisions de dépenses			Explication
			Coût standard	Coût unitaire ou	Coût mensuel	
				journalier		
(en dollars É.-U.)						
Fournitures	7 100				12 667 Achat de fournitures diverses (cartes, explosifs et accessoires) en vertu d'une lettre d'attribution, et de fournitures pour le marquage des champs de mines.	
Services divers						
Supports de sensibilisation au danger des mines	12 500			55 000	Conception, production et distribution de supports de sensibilisation au danger des mines.	
Contrats de sensibilisation au danger des mines						
Contrats de formation de formateurs	—				35 000 Services contractuels de formation.	
Relevé des mines et déminage	390 000				— Pas de dépenses prévues.	
Assurance qualité	165 000				1 200 000 Contrat de location d'un système monté sur véhicule spécialisé permettant de contrôler le déminage des routes aux fins de l'assurance qualité.	
61. Projets à effet rapide	100 000			48 825	Estimation des dépenses mensuelles.	

**B. Répartition des ressources par paramètre budgétaire :
coûts standard et dépenses propres à la Mission**



C. Dépenses non renouvelables

(En milliers de dollars des États-Unis, sauf indication contraire)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	Nombre d'unités proposées					
	En stock au 30 juin 2001 ^a	Unités de remplacement	Unités supplémentaires	Total	Coût unitaire	Coût total
I. Dépenses opérationnelles						
1. Locaux/hébergement						
a) Construction de locaux/bâtiments préfabriqués						
Conteneur Cogim	<i>b</i>	—	25	25	6,0	150,0
Unité modulaire à parois souples pour atelier (240 m ²)	23	—	39	39	25,0	975,0
Unité modulaire à parois souples pour bureau (35 m ²)	57	—	29	29	6,0	174,0
Dortoir (tente)	<i>b</i>	—	550	550	1,5	825,0
Douche (tente)	4	—	42	42	2,0	84,0
Toilette (tente)	<i>b</i>	—	42	42	2,2	92,4
Cuisine (tente)	<i>b</i>	—	8	8	7,0	56,0
Revêtement de sol pour tentes	<i>b</i>	—	2 640	2 640	0,1	264,0
Appareils d'éclairage	<i>b</i>	—	745	745	0,3	223,5
Appareils sanitaires pour les douches	<i>b</i>	—	42	42	10,0	420,0
Appareils sanitaires pour les toilettes	<i>b</i>	—	42	42	12,0	504,0
Forage, puits	<i>b</i>	—	7	7	25,0	175,0
Total partiel	84	—	4 211	4 211		3 942,9
Fret, 15 %						591,4
Total, rubrique 1						4 534,3
2. Transmissions						
a) Matériel de satellite						
Récepteur GPS	130	—	12	12	0,4	4,8
Total partiel	130	—	12	12		4,8
Fret, 15 %						0,7
Total partiel, rubrique 2 a)						5,5
b) Matériel d'essai et d'atelier						
Matériel d'atelier						
Trousse à outils de mécanicien	<i>b</i>	—	5	5	1,2	6,0

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	Nombre d'unités proposées			Total	Coût unitaire	Coût total
	En stock au 30 juin 2001 ^a	Unités de remplacement	Unités supplémentaires			
Trousse à outils de technicien	21	—	5	5	1,2	6,0
Total partiel	21	—	10	10		12,0
Fret, 15 %						1,8
Total partiel, rubrique 2 b)						13,8
Total, rubrique 2						19,3
3. Matériel divers						
a) Mobilier de bureau						
Mobilier de bureau (bureau de directeur)	^b	1	1	2	3,0	6,0
Mobilier de bureau (ordinaire)	^b	2	1	3	1,0	3,0
Mobilier de bureau (divers)	2	14	17	31	0,5	15,5
Chaise (visiteur)	^b	9	52	61	0,12	7,3
Bibliothèque	^b	3	48	51	0,18	9,2
Table pliable	^b	7	49	56	0,12	6,7
Total partiel	2	36	168	204		47,7
Fret, 15 %						7,2
Total partiel, rubrique 3 a)						54,9
b) Matériel informatique						
Ordinateur de bureau et moniteur	743	—	50	50	1,55	77,5
Ordinateur portable renforcé	101	—	20	20	6,0	120,0
Imprimante à laser couleur	^b	—	2	2	6,0	12,0
Imprimante	289	—	38	38	0,5	19,0
Imprimante portable	42	—	10	10	0,3	3,0
Traceur relié au réseau	3	—	2	2	5,0	10,0
Matériel pour les systèmes d'information géographique	^b	—	1	1	110,2	110,2
Réseaux locaux sans fil 11 Mbit/sec, faible capacité	78	—	4	4	12,0	48,0
Total partiel	1 256	—	127	127		399,7
Fret, 15 %						60,0
Total partiel, rubrique 3 b)						459,7
c) Groupes électrogènes						
5-7 kVA	49	2	—	2	7,0	14,0

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	Nombre d'unités proposées			Total	Coût unitaire	Coût total
	En stock au 30 juin 2001 ^a	Unités de remplacement	Unités supplémentaires			
15 kVA	<i>b</i>	4	—	4	8,0	32,0
50 kVA	38	4	—	4	11,9	47,6
75 kVA	15	4	—	4	13,5	54,0
Total partiel	102	14	—	14		147,6
Pièces de rechange, 15 %						22,1
Total partiel						169,7
Fret, 15 %						25,5
Total partiel						195,2
Frais d'installation						14,8
Total partiel, rubrique 3 c)						210,0
d) Citernes à eau et fosses septiques						
Réservoir d'eau surélevé	<i>b</i>	—	14	14	3,00	42,0
Citerne à eau	<i>b</i>	—	14	14	3,00	42,0
Fosse septique et puits perdu	<i>b</i>	—	14	14	3,50	49,0
Total partiel	—	—	42	42		133,0
Fret, 15 %						20,0
Total partiel, rubrique 3 d)						153,0
e) Matériel d'hébergement						
Ensemble de mobilier						12,0
Total partiel						12,0
Fret, 15 %						1,8
Total partiel, rubrique 3 e)						13,8
f) Matériel divers						
Trousse de premier secours pour véhicule	<i>b</i>	38	—	38	0,06	2,3
Trousse de premier secours pour bâtiments/postes de déploiement des équipes	<i>b</i>	30	—	30	0,10	3,0
Extincteur	<i>b</i>	20	—	20	0,40	8,0
Ensemble d'équipement pour cuisine et salle à manger	<i>b</i>	—	3	3	5,00	15,0
Climatiseur	444	—	12	12	10,00	120,0

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	Nombre d'unités proposées			Total	Coût unitaire	Coût total
	En stock au 30 juin 2001 ^a	Unités de remplacement	Unités supplémentaires			
Rafrâchisseur d'eau	^b	—	36	36	0,20	7,2
Téléviseur, magnétoscope et récepteur de signaux satellite (détente)	83	—	2	2	5,0	10,0
Total partiel	527	88	53	141		165,5
Fret, 15 %						24,8
Total partiel, rubrique 3 f)						190,3
g) Approvisionnement en eau et épuration de l'eau						
Matériel d'épuration et de conditionnement de l'eau	^b	—	2	2	200,0	400,0
Réseau d'approvisionnement en eau	^b	—	1	1	6,0	6,0
Total partiel	—	—	3	3		406,0
Fret, 15 %						60,9
Total partiel, rubrique 3 g)						466,9
h) Matériel de sécurité						
Matériel de surveillance (caméra et écran)	^b	—	3	3	10,0	30,0
Total partiel	—	—	3	3		30,0
Fret, 15 %						4,5
Total partiel, rubrique 3 h)						34,5
Total, rubrique 3						1 583,0
4. Fret aérien et de surface						
Transport du matériel appartenant aux contingents						1 430,0
Frais et camionnage par les soins d'entreprises privées						1 800,0
Total, rubrique 4						3 230,0
Total, catégorie I						9 366,7

II. Autres programmes

1. Programmes d'information

Matériel divers

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	Nombre d'unités proposées			Total	Coût unitaire	Coût total
	En stock au 30 juin 2001 ^a	Unités de remplacement	Unités supplémentaires			
Magnétophone portable	<i>b</i>	—	2	2	0,15	0,3
Appareil photo numérique	<i>b</i>	—	2	2	0,9	1,8
Boîtier à accès multiple	<i>b</i>	—	1	1	0,55	0,6
Téléviseur	<i>b</i>	—	1	1	0,50	0,5
Magnétoscope	<i>b</i>	—	1	1	0,60	0,6
Microphone	<i>b</i>	—	2	2	0,15	0,3
Enregistreur à mini-disques	<i>b</i>	—	2	2	0,25	0,50
Lecteur/enregistreur de mini-disques portable	<i>b</i>	—	3	3	0,25	0,8
Double lecteur de cassettes	2	—	1	1	0,5	0,5
Écouteurs	<i>b</i>	—	3	3	0,08	0,24
Lecteur de compact disques	<i>b</i>	—	2	2	0,50	1,0
Câble et adaptateur pour matériel audiovisuel	<i>b</i>	—	35	35	0,03	1,1
Caméscope et jeu de matériel	<i>b</i>	—	1	1	3,90	3,900
Boîtier d'appareil photo	<i>b</i>	—	1	1	2,00	2,0
Objectif d'appareil photo	13	—	1	1	1,30	1,3
Total partiel	15	—	58	58		15,3
Fret, 15 %						2,3
Total, rubrique 1						17,6

2. Programmes de déminage

Matériel de sécurité

Tenue de protection	<i>b</i>	—	60	60	0,10	6,0
Équipement de protection individuelle	<i>b</i>	—	60	60	0,50	30,0
Visière/casque	<i>b</i>	—	60	60	0,20	12,0
Sonde de déminage	<i>b</i>	—	60	60	0,02	1,2
Détecteur de mines	<i>b</i>	—	20	20	2,00	40,0
Nécessaire d'aide aux victimes de traumatismes	<i>b</i>	—	2	2	1,00	2,0
Trousse à outils de déminage	<i>b</i>	—	60	60	0,25	15,0
Système GPS	<i>b</i>	—	10	10	0,15	1,5
Total partiel	—	—	332	332		107,7

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) x (5)
	<i>Nombre d'unités proposées</i>					
	<i>En stock au 30 juin 2001^a</i>	<i>Unités de remplacement</i>	<i>Unités supplémentaires</i>	Total	<i>Coût unitaire</i>	Coût total
Fret, 15 %						16,2
Total, rubrique 2						123,9
Total, catégorie II						141,5
Total catégories I et II						9 508,2

^a Ou en commande.

^b Information non disponible.

Annexe III

Définitions d'emploi pour la Cellule géographique

Chef de la Cellule géographique (P-3). Sous la supervision du Chef des Services d'appui intégré, le titulaire de ce poste serait responsable de la planification d'ensemble, de l'organisation et du suivi de toutes les activités relatives au système d'information géographique (SIG) dans les opérations de maintien de la paix; s'acquitterait des fonctions et tâches énumérées dans le mandat de la Section et assurerait la gestion et la supervision du personnel de la Section.

Ingénieur topographique/ingénieur du SIG (Service mobile). Sous la supervision du chef de la Section, le titulaire de ce poste serait responsable de la planification d'ensemble et de l'exécution des activités relatives au SIG dans les opérations de maintien de la paix; effectuerait des analyses géographiques/de terrain en utilisant les techniques modernes du SIG; établirait des études de terrain et des prévisions concernant les effets du temps, du terrain et des situations opérationnelles dans les opérations de maintien de la paix; produirait des textes et des graphiques à partir de données géographiques présentées sous forme de textes ou sous forme électronique (données en mode vecteur, données en mode trame et images produites par satellite) et d'autres sources de données; procéderait à l'archivage des données provenant du SIG et tiendrait à jour la base de données; fournirait au personnel de la Mission des données résultant de l'analyse géographique et assurerait la maintenance du système sur le plan technique et opérationnel.

Annexe IV

Informations concernant l'appui fourni par la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée à des entités de l'ONU et d'autres entités dans la zone de la Mission

Section fournissant un appui/tâches exécutées par la MINUEE

Entités bénéficiant d'un appui

Services d'appui électronique

Fourniture de microterminaux et de liaisons rurales

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Asmara)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Barentu)

Programme alimentaire mondial

Programme des Nations Unies pour le développement (Asmara)

Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (Asmara)

Organisation de l'unité africaine (Asmara)

Services de courrier électronique et de communication des données

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Asmara)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Barentu)

Programme alimentaire mondial (Barentu)

Programme des Nations Unies pour le développement (Asmara)

Organisation de l'unité africaine (Asmara)

Annexe V

Application de recommandations antérieures du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

*Demande**Réponse*

1. Le Comité se félicite de l'intention de reconsidérer, à la lumière de l'expérience, les activités des divers bureaux politiques mentionnés dans le rapport du Secrétaire général et souhaite que le nouvel organigramme soit incorporé dans les prévisions pour 2001-2002, si possible (A/55/688/Add.1, par. 10).

Il a été procédé à un examen de la structure opérationnelle du Bureau des affaires politiques à la fin d'avril 2001, pour assurer la rationalisation de ses mécanismes de coordination et en accroître la transparence afin d'améliorer la prise de décisions, la communication et l'établissement des rapports. Le Bureau des affaires politiques unifié relève de la responsabilité opérationnelle directe du Représentant spécial et est dirigé par le spécialiste principal des affaires politiques, qui remplit en même temps les fonctions de conseiller politique principal. Les fonctionnaires du Bureau sont affectés aux bureaux du siège, à Asmara et Addis-Abeba, et dans quatre centres situés dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes, ainsi qu'à Mekele, capitale de l'État régional éthiopien de Tigré. Le Bureau des affaires politiques a adopté ce schéma de déploiement pour établir, dans toute la zone d'opérations de la MINUEE, des structures qui soient capables de suivre, d'analyser et d'évaluer l'évolution de la situation sur le plan politique et dans d'autres domaines importants, et de donner des indications sur les événements qui pourraient en découler, pour assurer la bonne exécution du mandat de la Mission. Les fonctionnaires sont déplacés tous les quatre à six mois, ce qui permet de mieux exploiter leurs compétences et leurs talents aux fins de l'exécution du mandat de la Mission et leur donner la possibilité de diversifier leur expérience. Il faut plus de fonctionnaires pour la zone de sécurité temporaire afin qu'il y en ait deux dans chaque centre local au lieu d'un seul. Les spécialistes des affaires politiques affectés aux quatre centres situés dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes, ainsi qu'à Mekele, présentent leurs rapports au bureau d'Asmara, où un rapport quotidien sur les affaires politiques est établi à l'intention du Représentant spécial du Secrétaire général et du spécialiste principal des affaires politiques. Les bureaux d'Addis-Abeba et d'Asmara relèvent du spécialiste principal des affaires politiques.

En ce qui concerne plus précisément la question de la rationalisation, l'accent a été mis sur le terrain, de sorte qu'il y a deux spécialistes des questions politiques à Addis-Abeba et quatre à Asmara, si l'on ne compte pas le spécialiste principal et deux spécialistes hors classe qui ont, respectivement, des responsabilités de supervision générale et de gestion, un fonctionnaire de la classe P-5 attaché au Représentant spécial adjoint à Asmara et un fonctionnaire de la classe P-3 chargé de seconder le commandant de la force dans le cadre de ses responsabilités concernant la Commission militaire de coordination. Sur le plan budgétaire, a) le

Demande

Réponse

2. Le Comité consultatif prend note des indications données dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 12 janvier 2001 (S/2001/45, par. 4 à 6, 37 et 38) concernant la création et le financement de la Commission du tracé des frontières. Dans ce rapport, le Secrétaire général décrit le rôle que la MINUEE et l'ONU joueront au sein de la Commission et dit qu'il se peut qu'il saisisse à nouveau le Conseil de sécurité et d'autres organes compétents de la question du financement de la Commission. Le Comité ne doute pas que, au cas où il faudrait assurer un financement au moyen de contributions mises en recouvrement par l'ONU, on suivra les procédures appropriées en vigueur à l'Organisation pour la formulation de la demande correspondante et sa présentation à l'Assemblée générale (A/55/688/Add.1, par. 11).

En ce qui concerne plus précisément la question de la rationalisation, l'accent a été mis sur le terrain, de sorte qu'il y a deux spécialistes des questions politiques à Addis-Abeba et quatre à Asmara, si l'on ne compte pas le spécialiste principal et deux spécialistes hors classe qui ont, respectivement, des responsabilités de supervision générale et de gestion, un fonctionnaire de la classe P-5 attaché au Représentant spécial adjoint à Asmara et un fonctionnaire de la classe P-3 chargé de seconder le commandant de la force dans le cadre de ses responsabilités concernant la Commission militaire de coordination. Sur le plan budgétaire, a) le renforcement des centres locaux entraînera des dépenses supplémentaires liées aux primes de risque; b) l'organisation prévue de réunions trimestrielles de tous les spécialistes des questions politiques entraînera également des dépenses supplémentaires.

Les dépenses immédiates de la Commission du tracé des frontières sont imputées au Fonds d'affectation spéciale pour assurer la délimitation et la démarcation de la frontière Éthiopie/Érythrée. Au cas où il faudrait en définitive prélever des ressources sur les contributions mises en recouvrement au titre du budget de la MINUEE, le Secrétaire général présenterait ses propositions de financement à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

3. Le Comité a conclu que le Centre constituerait, pour le personnel de la MINUEE, le personnel militaire et le personnel des organismes humanitaires actifs dans la zone une instance leur permettant d'échanger des informations et de se familiariser avec les fonctions qu'ils exercent respectivement dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes. Le Comité estime que le Centre pourrait également améliorer et renforcer la collaboration entre tous les participants à la Mission en ce qui concerne les questions touchant la sécurité et le bien-être du personnel (A/55/688/Add.1, par. 18).

4. Étant donné l'importance que le programme d'action antimines revêt pour le succès de la Mission et pour le fonctionnement des opérations humanitaires dans la zone de la Mission, le Comité espère qu'il recevra en temps voulu les crédits dont il a besoin (A/55/688/Add.1, par. 20).

Dès la création de la MINUEE, un groupe de coordination entre civils et militaires entièrement fonctionnel a été intégré à l'opération au siège, avec des unités dans chacun des trois secteurs de la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes. Il existe aussi des mécanismes de coordination à Asmara et Addis-Abeba, tant au sein de la MINUEE qu'entre la MINUEE et les équipes de pays de l'ONU et entre la MINUEE et la communauté humanitaire. Le commandant de la force, le spécialiste principal des affaires politiques et les coordonnateurs des affaires humanitaires de l'ONU faisant partie des cadres supérieurs de la MINUEE, la circulation de l'information entre parties concernées sur les questions touchant les opérations du groupe de la coordination entre civils et militaires a été rationalisée à l'échelon supérieur.

À mesure que des personnes déplacées commenceront à rentrer dans la zone de sécurité temporaire, il sera plus important que jamais que les unités de coordination des civils et des militaires au niveau des secteurs tiennent périodiquement des réunions de coordination avec tous les personnels humanitaires dans les secteurs.

Le Centre de coordination de l'action antimines de la MINUEE est chargé de la coordination et de la gestion technique de toutes les activités de déminage humanitaire antimines dans la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes. Les activités, dépenses de fonctionnement ou dépenses d'équipement du Centre ne sont pas toutes financées au moyen des contributions mises en recouvrement au titre du budget de la MINUEE. Celles qui ne le sont pas sont imputées sur le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage du Service de l'action antimines de l'ONU et sont exécutées par le Bureau des services d'appui aux projets (UNOPS) pour le compte du Service.

Des ressources supplémentaires devront être prévues au budget de la MINUEE pour 2001-2002 pour couvrir le coût d'un projet de sécurisation des routes du Centre de coordination de l'action antimines de la MINUEE. L'augmentation récente du nombre de véhicules de la MINUEE, de véhicules d'organisations non gouvernementales internationales et de véhicules locaux qui ont sauté sur des mines antichars alors qu'ils se déplaçaient sur des routes précédemment sécurisées donne à penser que les mines antichars sont enfouies trop profondément pour pouvoir être détectées par les moyens actuellement utilisés dans la zone de la Mission.

Le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage mobilise continuellement des fonds pour financer les activités menées par l'Agence érythréenne de déminage et les organisations non gouvernementales internationales dans la zone de la Mission. Des efforts supplémentaires seront toutefois nécessaires pour couvrir le coût des activités menées dans ce domaine par les

Demande

Réponse

5. Le Comité consultatif a été informé que chaque service de la Mission effectuait des tâches de vérification et note que le Secrétariat, agissant conformément aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, a simplifié les arrangements pour le traitement des rapports de vérification au Siège. À cet égard, il souligne qu'il est important d'assurer qu'il y ait sur le terrain du personnel qualifié pour appliquer tous les aspects des procédures de remboursement pour le matériel appartenant aux contingents (A/55/688/Add.1, par. 28).

6. Le Comité consultatif continue d'être préoccupé par les difficultés posées par le recrutement de personnel civil qualifié dans les meilleurs délais. Il reviendra sur cette question en temps voulu (A/55/688/Add.1, par. 29).

7. Le Comité consultatif est d'avis que la Mission devrait examiner la possibilité d'une plus grande utilisation des Volontaires dans des domaines tels que les droits de l'homme, les communications et les activités d'information. À cet égard, le Comité se félicite que la Mission ait entrepris d'examiner les besoins en effectifs concernant les Volontaires des Nations

Le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage mobilise continuellement des fonds pour financer les activités menées par l'Agence érythréenne de déminage et les organisations non gouvernementales internationales dans la zone de la Mission. Des efforts supplémentaires seront toutefois nécessaires pour couvrir le coût des activités menées dans ce domaine par les organisations non gouvernementales en 2001-2002.

La MINUEE se félicite de l'initiative prise par le Secrétariat pour simplifier l'examen des rapports de vérification au Siège, comme l'a recommandé le Comité des commissaires aux comptes. Elle tient également à assurer le Comité consultatif qu'elle veille avec vigilance à ce que toutes les conditions nécessaires à une vérification appropriée soient remplies. Elle n'a pas de doutes au sujet des qualifications du personnel chargé de l'administration des mémorandums d'accord et est en train de mettre en service la dernière bande de données de vérification au titre des mémorandums d'accord tenant compte de certaines des recommandations issues des délibérations faisant suite à la phase VI.

En outre, la MINUEE a organisé des stages de formation tant pour les membres des contingents que pour le personnel international sur le traitement des questions relatives au matériel appartenant aux contingents. Ces activités se poursuivront avec l'arrivée de nouveaux contingents et personnels à la Mission.

Récemment, le chef de l'administration de la MINUEE a été autorisé à organiser un séminaire sur la gestion des mémorandums d'accord relatifs au matériel appartenant aux contingents à l'intention des inspecteurs sur le terrain et des responsables de la gestion de bases de données à Chypre.

La plus grande partie du personnel local qualifié ayant été enrôlée dans l'armée, le recrutement de personnel qualifié et expérimenté pose de sérieuses difficultés. Le Groupe du personnel d'appui de la Division de l'administration et de la logistique des missions pourrait atténuer les problèmes posés par la lenteur du recrutement de personnel international en acceptant d'examiner objectivement les candidatures présentées par la Division de l'administration des missions.

À cette fin, la Mission a transformé 40 postes d'administrateur national en postes de Volontaire des Nations Unies, ce qui porte à 82 le nombre total de postes de cette catégorie prévu pour la MINUEE, dont 6 sont destinés au Groupe chargé des droits de l'homme et 4 au Groupe de l'information. Sur ce total, 14 postes sont déjà pourvus, et la MINUEE s'efforce de pourvoir les 68 autres.

Demande	Réponse
<p>7. Le Comité consultatif est d'avis que la Mission devrait examiner la possibilité d'une plus grande utilisation des Volontaires dans des domaines tels que les droits de l'homme, les communications et les activités d'information. À cet égard, le Comité se félicite que la Mission ait entrepris d'examiner les besoins en effectifs concernant les Volontaires des Nations Unies pour l'exercice financier 2001-2002 en vue de trouver des moyens d'accroître la participation de Volontaires, en particulier dans le domaine de l'appui aux activités de génie. À ce sujet, le Comité réitère ses vœux sur l'emploi de Volontaires des Nations Unies dans les opérations de maintien de la paix (A/55/688/Add.1, par. 31).</p>	<p>À cette fin, la Mission a transformé 40 postes d'administrateur national en postes de Volontaire des Nations Unies, ce qui porte à 82 le nombre total de postes de cette catégorie prévu pour la MINUEE, dont 6 sont destinés au Groupe chargé des droits de l'homme et 4 au Groupe de l'information. Sur ce total, 14 postes sont déjà pourvus, et la MINUEE s'efforce de pourvoir les 68 autres.</p>
<p>8. Le Comité consultatif note que les traitements du personnel local en Érythrée et en Éthiopie sont calculés sur la base d'un poste de niveau G-4, échelon IV, dans le barème des traitements (A/55/666, annexe II, rubriques 12 et 13). Il note que l'expérience dans certaines missions montre des paramètres de coût plus bas (par exemple à la MINUBH). Le Comité estime, en tenant compte de l'expérience acquise, qu'il y a encore des possibilités d'ajuster les estimations concernant les traitements du personnel local (A/55/688/Add.1, par. 32).</p>	<p>Les montants prévus pour les traitements du personnel local de la MINUEE sont calculés par référence au point médian du barème des traitements approuvé, à savoir l'échelon IV de la classe G-4.</p> <p>Au 4 mai 2001, 165 agents locaux avaient été recrutés, la majorité à G-2 (25,4 %) et G-3 (55,8 %). Le fait qu'il y ait moins de candidats à des postes G-4, G-5 et G-6 tient principalement au taux élevé de vacance de postes dans des domaines spécialisés et techniques tels que le génie, le traitement électronique de l'information, les communications et les transports.</p> <p>L'absence de candidats à ces postes tient principalement au fait que le personnel qualifié est dans l'armée, à la frontière. Avec l'établissement de la zone de sécurité temporaire, la MINUEE s'attend à ce que ce type de personnel redevienne disponible et brigue les postes vacants aux niveaux supérieurs. Elle recommande par conséquent de ne pas modifier la base de calcul des traitements du personnel local à G-4.</p>
<p>9. Bien que le Comité n'estime pas nécessaire de faire des recommandations concernant une réduction du nombre de postes, il demande que les besoins continus en ce qui concerne tous ces postes de la composante civile chargée de l'administration soient examinés régulièrement en tenant compte de l'évolution des besoins opérationnels et de la charge de travail. Il recommande en outre que toutes les demandes relatives à la rubrique « Matériel divers » soient approuvées. Par conséquent,</p>	<p>L'intégration entre la composante civile et la composante militaire est complète dans les services d'appui intégré, en particulier dans les domaines des opérations aériennes, de l'approvisionnement, de la gestion des contrats, du contrôle des mouvements et du contrôle commun des opérations logistiques. À l'heure actuelle, il n'est pas nécessaire de prévoir de postes supplémentaires, en sus de ceux qui ont déjà été soumis à l'approbation du Comité consultatif.</p>

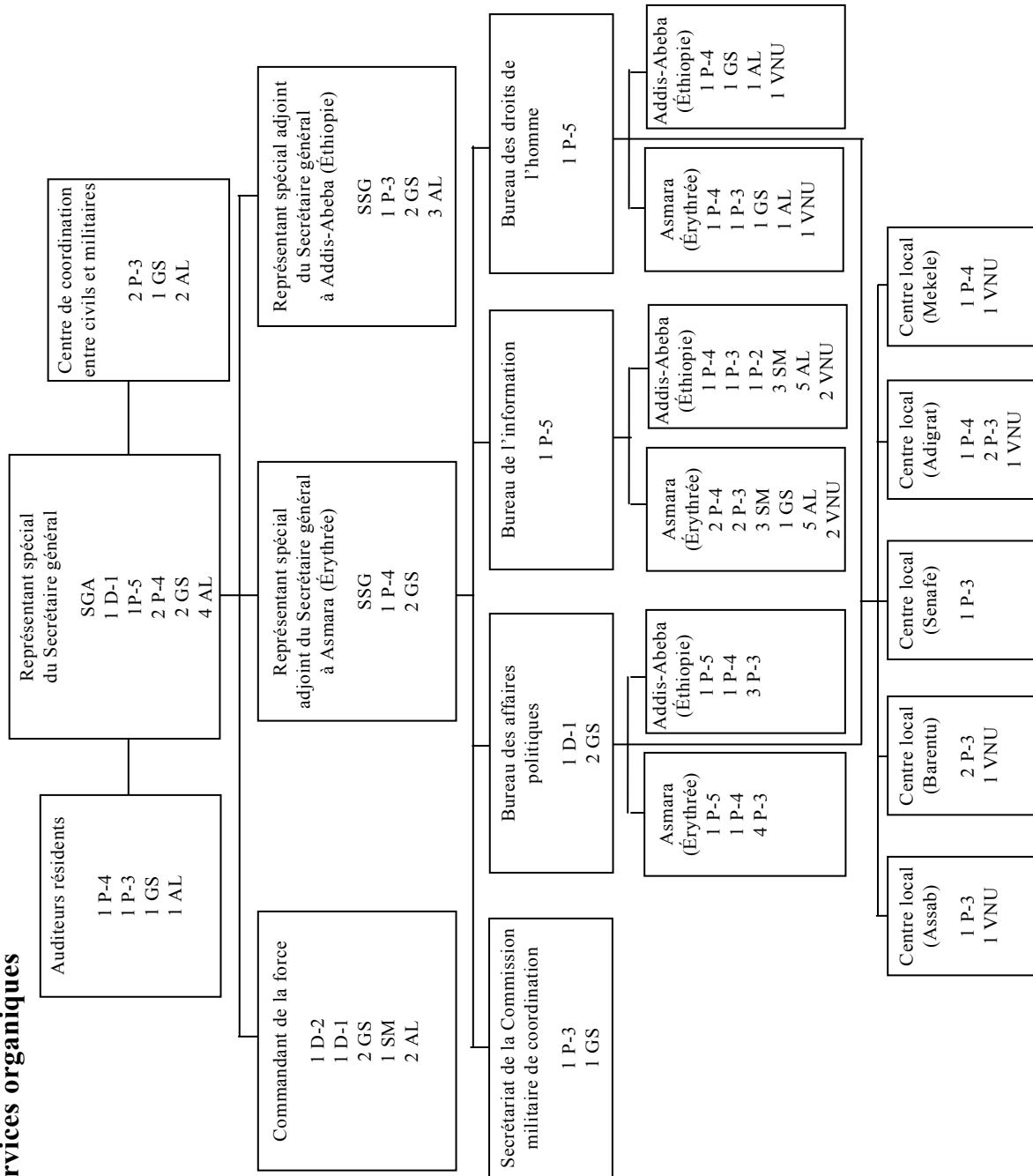
<i>Demande</i>	<i>Réponse</i>
<p>9. Bien que le Comité n'estime pas nécessaire de faire des recommandations concernant une réduction du nombre de postes, il demande que les besoins continus en ce qui concerne tous ces postes de la composante civile chargée de l'administration soient examinés régulièrement en tenant compte de l'évolution des besoins opérationnels et de la charge de travail. Il recommande en outre que toutes les demandes relatives à la rubrique « Matériel divers » soient approuvées. Par conséquent, l'accroissement de la productivité qui en résulterait devrait également être prise en compte dans les décisions concernant le niveau définitif du personnel à retenir pour les services administratifs et les services d'appui intégré. Le Comité demande également que, lorsqu'il y a une coopération entre la composante civile et la composante militaire, comme dans les secteurs du contrôle des mouvements et des services logistiques, cette coopération soit évaluée afin de déterminer si elle aurait éventuellement une incidence sur les besoins en postes supplémentaires (A/55/688/Add.1, par. 34).</p>	<p>L'intégration entre la composante civile et la composante militaire est complète dans les services d'appui intégré, en particulier dans les domaines des opérations aériennes, de l'approvisionnement, de la gestion des contrats, du contrôle des mouvements et du contrôle commun des opérations logistiques. À l'heure actuelle, il n'est pas nécessaire de prévoir de postes supplémentaires, en sus de ceux qui ont déjà été soumis à l'approbation du Comité consultatif.</p>
<p>10. Le Comité consultatif demande la mise en place de mesures de gestion et de contrôle efficaces pour la propriété de la Mission. À cette fin, il demande que le Bureau de l'auditeur résident (1 P-4, 1 P-3, 1 agent des services généraux et 1 agent local), visé dans le rapport, soit appuyé en tant que de besoin par des visites de fonctionnaires du Bureau des services de contrôle interne, conformément aux directives énoncées dans le rapport du Secrétaire général sur l'emploi de vérificateurs des comptes résidant dans les missions de maintien de la paix (A/55/735) (A/55/688/Add.1, par. 40).</p>	<p>Un administrateur de la classe P-4 et 1 agent des services généraux ont été affectés à la Mission au cours de la dernière semaine de mai 2001. Le chef du personnel civil sera chargé de pourvoir le poste local. Le poste P-3 est actuellement vacant. La décision de le pourvoir sera prise sur la base d'une évaluation faite par le Bureau des services de contrôle interne.</p>
<p>11. Le Comité consultatif a été informé qu'au moment de l'examen des prévisions de dépenses, il n'existait pas de liaison aérienne directe entre Addis-Abeba et</p>	<p>La MINUEE a fait savoir au Conseil de sécurité que d'ici au 31 décembre 2001, la nécessité d'emprunter un itinéraire indirect pour se rendre d'Asmara à Addis-Abeba aura entraîné des dépenses supplémentaires d'un montant de 1,3 million de dollars, ce qui</p>

<i>Demande</i>	<i>Réponse</i>
<p>11. Le Comité consultatif a été informé qu'au moment de l'examen des prévisions de dépenses, il n'existait pas de liaison aérienne directe entre Addis-Abeba et Asmara. À ce propos, le Comité espère que tous les intéressés agiront rapidement en vue de résoudre cette situation (A/55/688/Add.1, par. 41).</p>	<p>La MINUEE a fait savoir au Conseil de sécurité que d'ici au 31 décembre 2001, la nécessité d'emprunter un itinéraire indirect pour se rendre d'Asmara à Addis-Abeba aura entraîné des dépenses supplémentaires d'un montant de 1,3 million de dollars, ce qui représente pratiquement le double du coût prévu. Le 3 octobre 2001, les membres du Conseil de sécurité ont demandé aux parties de régler cette question d'urgence, et le Secrétariat et la MINUEE suivent la situation.</p>
<p>12. Le Comité consultatif note avec inquiétude que les accords sur le statut des forces avec les Gouvernements éthiopien et érythréen n'avaient pas été signés au moment de l'examen du budget (A/55/688/Add.1, par. 42).</p>	<p>L'Éthiopie a signé l'accord sur le statut des forces le 23 mars 2001. La MINUEE attend une réponse des autorités érythréennes sur deux questions : la première concerne une proposition que l'Érythrée a promis de présenter à la MINUEE au sujet de tests de dépistage du VIH/sida pour tout le personnel de la MINUEE, et la seconde la demande des autorités érythréennes tendant à ce que tous les employés locaux éventuels de la MINUEE soient soumis à son approbation.</p> <p>Le Président de l'Érythrée a fait savoir directement au Secrétaire général qu'il n'autoriserait pas la signature de l'accord sur le statut des forces tant que l'ONU n'accepterait pas de soumettre tout le personnel de la MINUEE à des tests obligatoires de dépistage du VIH/sida. Le Secrétaire général a déclaré que cela était absolument impossible. En dépit des préoccupations qu'il a exprimées à maintes reprises, le Conseil de sécurité n'a pas encore réussi à amener la partie érythréenne à faire preuve de la moindre flexibilité sur cette question.</p>

Annexe VI

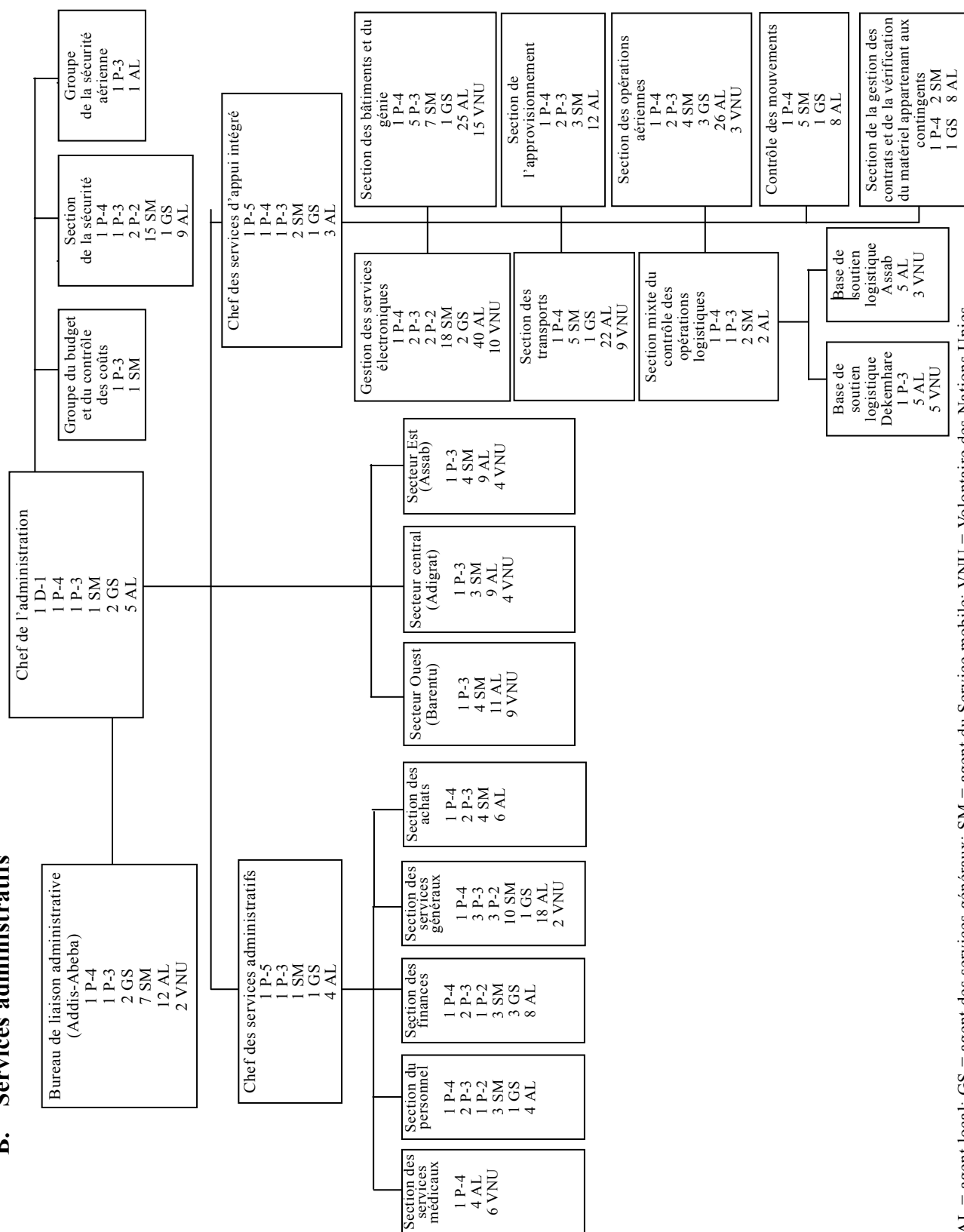
Organigrammes

A. Services organiques



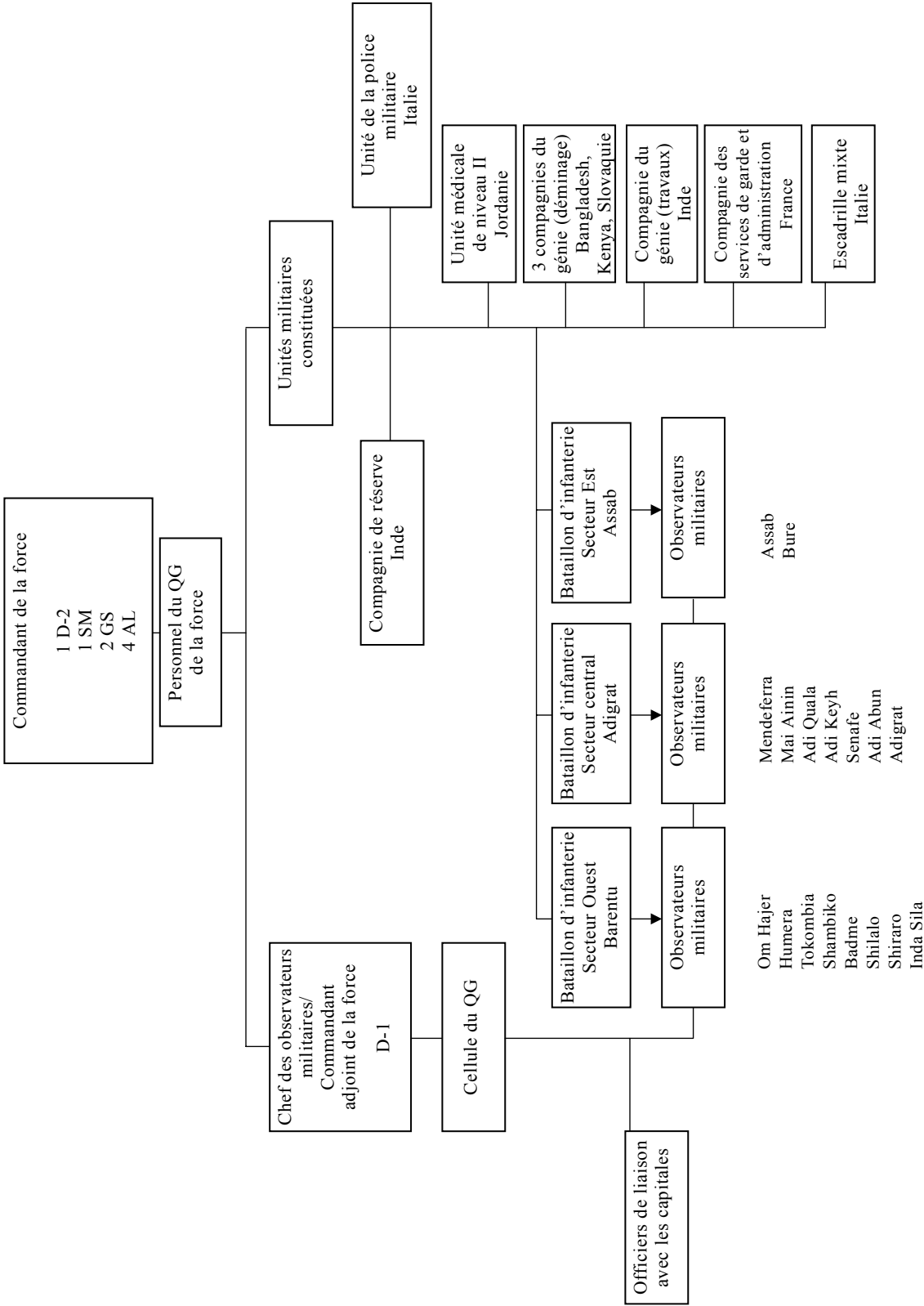
AL = agent local; GS = agent des services généraux; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

B. Services administratifs



AL = agent local; GS = agent des services généraux; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.

C. Composante militaire



AL = agent local; GS = agent des services généraux; SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies.